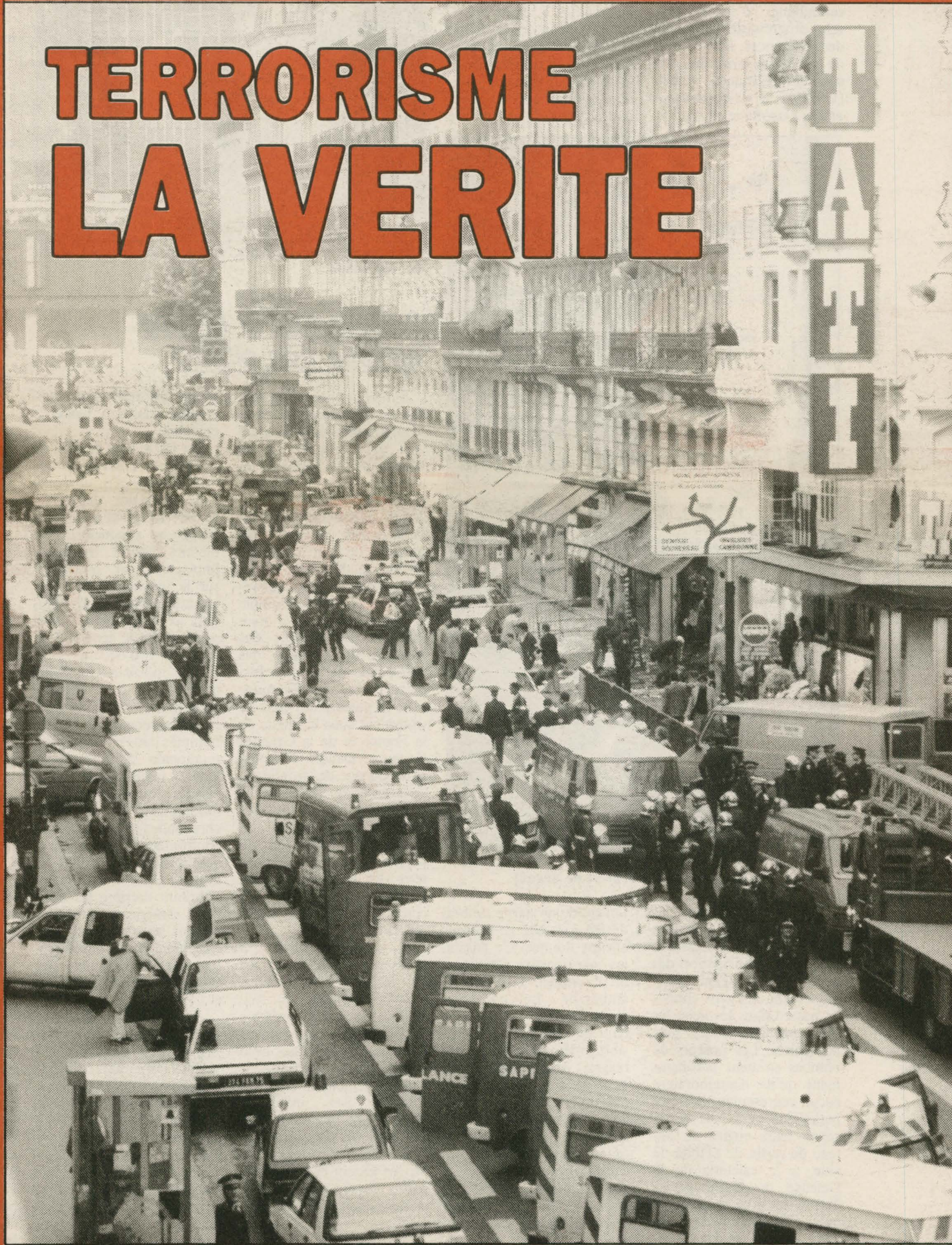


ROUGE

Numéro
spécial



**TERRORISME
LA VERITE**

TERRORISME : LA VERITE

1. Que penser des attentats ?

C'est un sentiment d'horreur et de dégoût que l'on éprouve devant la violence aveugle qui frappe la capitale, depuis plusieurs semaines. Quels qu'en soient les auteurs, ces actes monstrueux ne peuvent se revendiquer d'aucun dessein progressiste, en dépit des références du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA) à « l'humanisme et à la Commune de Paris ».

Qu'ils le veulent ou non, les responsables de ces tueries font le jeu de ceux qu'ils prétendent combattre.

D'abord, parce qu'ils utilisent des méthodes qui, au fond, ressemblent à celles qu'emploie quotidiennement l'impérialisme contre les peuples dominés. Bien sûr, le degré de violence et le nombre de victimes s'avèrent moindres. Mais toute une population se retrouve



Le 17 septembre, devant les magasins Tati de la rue de Rennes : un sentiment d'horreur et de dégoût.

L'expérience de tous les mouvements de libération en fait foi : on ne contribue jamais à l'émancipation des peuples en frappant indistinctement des gens choisis au hasard dans les lieux les plus passants et les plus populaires. Les poseurs de bombes savaient pertinemment qu'ils n'atteindraient aucun représentant de l'impérialisme quand ils déposèrent leurs engins au bureau de poste de l'Hôtel de ville, à la cafétéria de la Défense, ou aux magasins Tati. C'est donc froidement qu'ils ont massacré des salariés, français et étrangers. Voilà pourquoi on ne peut les considérer autrement que comme des assassins et des salauds.

l'otage d'une partie de bras de fer dont elle ne possède aucune donnée. Ce faisant, les plastiqueurs légitiment un climat d'hystérie anti-arabe. Le gouvernement français, qui n'attendait qu'une pareille occasion, prend à son tour des otages. Tout ressortissant du Moyen-Orient, tout Maghrébin devient un suspect en puissance. Si l'on ne les exécute pas directement, on menace toutefois ces « terroristes potentiels » d'un sort peu enviable, en les renvoyant dans leur pays d'origine, même quand ils y sont *persona non grata*. Au bout du compte, cela débouche sur un formidable renforcement de l'appareil répressif.



Les Casques bleus français : en guerre contre les Chiites du Sud-Liban.

2. Pourquoi la France est-elle une cible ?

S'indigner ne suffit pas. Il faut aussi comprendre. Seul, le pourrissement de la situation au Proche et au Moyen-Orient explique les attentats frappant diverses capitales.

Les puissances occidentales paient ici les conséquences de leur politique. Depuis le début du siècle, elles n'ont cessé d'intervenir dans ce vaste ensemble géopolitique pour y faire prévaloir les intérêts des banques, des trusts et des marchands de canons. Jusqu'au dernier conflit mondial, la plupart des pays se trouvaient sous la tutelle de la France et de la Grande-Bretagne. Depuis, à travers le découpage des frontières, l'exacerbation des divisions religieuses ou communautaires, la création de l'Etat d'Israël et l'expulsion du peuple palestinien de sa terre, les expéditions militaires à répétition, elles continuent à vouloir imposer leur loi.

Si la France devient à présent la cible privilégiée de terroristes anonymes, c'est qu'elle joue un rôle actif dans cette véritable poudrière. Ses liens financiers et commerciaux avec la bourgeoisie maronite libanaise demeurent des plus solides. Ses industries d'armement réalisent plus de 70 % de leurs transactions avec des pays du Moyen-Orient et la majeure partie de son approvisionnement énergétique en provient.

Devant tant d'intérêts concordants, on comprend que tous les gouvernements français — de gauche comme de droite — se

soient enfoncés dans l'engrenage fatal de l'ingérence coloniale.

En 1978, sous couvert de la Force intérimaire de l'ONU (FINUL), un corps expéditionnaire débarquait au Sud-Liban afin d'y empêcher les attaques palestiniennes contre les bases implantées par Jérusalem, sur le sol même de l'Etat levantin. Quatre ans plus tard, ce contingent laissait passivement le général Sharon tenter d'occuper l'ensemble du Liban. Confronté à l'échec de cette dernière opération, Paris redoublait la mise, engageant 1 100 hommes dans la Force multinationale d'interposition. Une « interposition » qui visait surtout à conjurer l'effondrement de la droite chrétienne libanaise, alors confrontée à l'insurrection des musulmans chiites et druzes. C'est d'ailleurs en s'abritant derrière les troupes américano-françaises que les milices chrétiennes d'extrême droite massacrèrent les occupants des camps palestiniens de Sabra et Chatila.

Dans le même temps, en approvisionnant l'Irak en armes des plus sophistiquées, notre pays devenait l'un des principaux responsables de la perpétuation du sanglant conflit du Golfe, déjà responsable d'un million de victimes.

Progressivement mais inexorablement, nos gouvernants sont donc entrés en guerre. Une guerre qui les oppose simultanément à la population chiite et aux Palestiniens du Liban — confrontés aux incursions permanentes de l'armée is-

En six questions, tout ce que vous désirez savoir sur la vague actuelle d'attentats et que vous n'osez pas demander aux flics qui patrouillent au coin de la rue.

raélienne — mais aussi à l'Iran et à la Syrie, les deux puissances régionales dont les ambitions s'avèrent rigoureusement contradictoires à celles de Paris.

Cette guerre, les hommes ici au pouvoir n'ont pas hésité à la mener avec les moyens les plus abjects. Qu'on en juge. En 1983, les Super-Etendard larguaient trente-deux bombes sur un camp d'entraînement des milices chiites près de Baalbek. Presqu'en même temps, la DGSE tentait de faire exploser une jeep chargée d'explosifs devant les locaux diplomatiques iraniens à Beyrouth-Ouest. Puis elle tentait, sans suc-

cès, d'assassiner l'attaché culturel syrien à Madrid. Enfin, elle faisait sauter une voiture piégée en plein centre de Damas, occasionnant une soixantaine de victimes et cent trente-cinq blessés. En matière de barbarie, la « classe politique » de l'Hexagone n'a vraiment aucune leçon à donner.

Qui sème le vent récolte la tempête. Au Liban, les Casques bleus français se voient soumis à un harcèlement constant et sept otages sont détenus depuis de longs mois. Quant aux Parisiens, ils font les frais d'une offensive terroriste sans précédent.

3. Qui sont les poseurs de bombes ?

Les capitales occidentales ont donc fait d'une partie de la planète un véritable baril de poudre. Aucune solution politique n'apparaît toutefois susceptible de répondre à la décomposition en cours. Le nationalisme arabe a vite révélé la limite de ses prétentions anti-impérialistes. Vaincue militairement en 1982, à Beyrouth, la résistance palestinienne n'en finit plus de se fragmenter. Dans l'ensemble de la région, les peuples se trouvent tout à la fois confrontés à une misère accrue et au développement de conflits meurtriers. De quoi alimenter le terrorisme et la prolifération de commandos-suicide.

Ce terrorisme puise à deux sources principales. La première est le désespoir de dizaines de milliers de jeunes Palestiniens. Niés dans leurs droits nationaux, parqués dans des camps au Liban ou en Jordanie, soumis à la répression sioniste dans les territoires occupés, ayant grandi sous les bombes, ils n'ont d'autre horizon qu'une haine inépuisable contre tous ceux qui leur paraissent responsables de leur malheur, fût-ce de façon indiscriminée, les populations occidentales. La seconde source est l'intégrisme islamiste. Encouragé par la chute de la monarchie Pahlevi en Iran, alimenté par le réveil de la puissante communauté chiite du Liban, celui-ci canalise aujourd'hui les aspirations d'une fraction notable des déshérités du Moyen-Orient.

Pareille situation favorise, on s'en doute, tous les pêcheurs en eau trouble. Dans le cadre de la guerre larvée décrite plus haut, le terrorisme devient, aux mains de certains régimes, l'instrument d'une « diplomatie coercitive ». Qu'importe dès lors la phraseologie de réseaux aux dénominations diverses. Leurs initiatives servent uniquement de couverture aux épreuves de force entre Etats. Et elles bénéficient de la logistique de plusieurs services secrets. Ainsi, les actuels plastiques de Paris ne peuvent se comprendre indépendamment des prétentions de la Syrie à imposer, contre Paris, son hégémonie sur le Liban et de la volonté de Téhéran de changer le cours des orientations du Quai d'Orsay.

Comme pour accroître encore la confusion, les alliances de ces réseaux varient et il paraît désormais probable qu'ils passent entre eux des « contrats » ou qu'ils acceptent de travailler pour le compte d'obscur bailleurs de fond. Voilà qui rend envisageables toutes les manipulations. Qui peut dire par exemple, quels rapports entretiennent réellement les FARL, le CSPPA et les Partisans du droit et de la liberté ? Qui saurait décrire précisément l'itinéraire du groupe Abou Nidal, qui fut successivement protégé par l'Irak, la Syrie et la Libye ? Qui sait quelle fraction de l'appareil d'Etat iranien se dissimule derrière le Jihad islamique ? On est décidément très loin de l'intérêt des peuples.

4. Faut-il condamner toute violence ?

Certains ne pouvaient rêver de meilleure aubaine. Le climat présent leur permet en effet de mêler dans une même opprobre les crimes monstrueux du CSPPA et la lutte des peuples pour la justice et la liberté. Il leur offre surtout le moyen d'occulter cet autre terrorisme que pratiquent, sur une échelle bien plus vaste, les possédants contre les opprimés.

Il ne s'agit pas seulement de l'action de certains services spéciaux, telle que nous l'avons évoquée à propos du Liban. Pour sauvegarder et maintenir leur pouvoir, les classes dominantes usent systématiquement de violence. Notre

la population laborieuse. A la violence de l'exploitation, face à laquelle tout progrès social significatif doit être arraché par la lutte, fait écho la violence des appareils militaires et policiers ou encore celle des commandos patronaux qui ont pour vocation de dissuader les salariés de renverser le système.

Dans ce cadre, les exploités ne disposent souvent d'autre possibilité, pour se faire entendre, pour défendre leurs droits, que d'utiliser à leur tour la violence. Qui peut contester le droit des peuples à s'insurger pour mettre bas les régimes qui les oppriment ? Qui oserait refuser aux Noirs



Un cimetière à Santiago-du-Chili, au lendemain du coup d'Etat : qui peut nier au peuple le droit de se débarrasser d'une telle dictature ?

propre bourgeoisie à montrer, dans les guerres d'Indochine et d'Algérie, de quoi elle pouvait être capable. Et Reagan fait chaque jour la démonstration qu'il ne supporte pas qu'un peuple conteste son leadership. Ses mercenaires harcèlent la révolution sandiniste du Nicaragua et ses bombardiers sophistiqués sont en permanence prêts à pilonner la Libye.

Au sein même des métropoles capitalistes, au cœur de ces Etats qui se veulent les plus démocratiques, c'est également par la coercition que les nantis s'assurent la soumission de

5. La répression est-elle une solution ?

« Nous sommes en guerre », a dit Chirac. Et Lecanuet de renchérir : « Le pays est entré en résistance. » Cette rhétorique guerrière traduit parfaitement la volonté de la droite au pouvoir d'instaurer un climat de peur, et, à travers lui, de faire accepter une situation proche de l'état de siège.

Les contrôles policiers systématiques, les appels à la délation, le rétablissement des visas ou le recours à l'armée pour le contrôle des frontières ne peuvent pourtant juguler le terrorisme. Car la répression ne fait jamais que s'attaquer à ses manifestations en contournant ses causes profondes. Insaississable par définition, le type d'action auquel nous sommes confrontés ne peut que se perpétuer tant que durera l'épreuve de force opposant Paris à divers pays ou mouvements moyen-orientaux.

Un poseur de bombes peut bien être identifié, voire même appréhendé, un autre prendra sa place, bénéficiant des mêmes appuis et de la même logistique. Pasqua et Pandraud viennent d'ailleurs de faire spectaculairement la démonstration de leur impuissance, en plaçant sur tous les murs de France les portraits des proches de Georges Ibrahim Abdallah (le leader présumé des FARL, dont la libération est exigée par le CSPPA), alors que ceux-ci se trouvaient, au même moment, au Liban.

Pour justifier leurs appels à la chasse à l'homme ou au rétablissement de la peine

de mort, certains arguent du fait que les Etats-Unis, pays soumis à un implacable quadrillage policier, échappent aux attentats. C'est oublier un peu vite que les représentations américaines dans le monde figurent parmi les objectifs les plus fréquemment touchés et que le puissant FBI n'est jamais parvenu à empêcher, sur son propre territoire, les attentats portoricains, arméniens ou sionistes. Si l'Europe se révèle particulièrement visée par les réseaux moyen-orientaux, c'est d'abord en raison de sa position géographique, à la confluence de la plupart des points chauds de la planète et de la situation souvent précaire de ses équipes dirigeantes. Tous les délirs d'un Pasqua n'y pourront rien changer.

N'en doutons toutefois pas, la préoccupation de ces messieurs se situe ailleurs. De mesures d'exception en lois sécuritaires et anti-immigrés, on vient de réunir tous les ingrédients d'une remise en question de l'Etat de droit dans ce pays. Une fraction non négligeable de la population est placée sous haute surveillance. Après les rafles dans les milieux arabes, la grande presse se met maintenant à chercher les « soutiens européens » du terrorisme. La présence de l'armée aux frontières vient symboliquement compléter le tableau. Tout est prêt pour la mise en place d'un régime autoritaire qui pourra demain criminaliser certaines activités politiques, syndicales ou humanitaires.



De Jospin à Toubon : sur les marches de Matignon, le cheur des gouvernants et des politiciens.

6. Existe-t-il une alternative à l'union sacrée ?

De Jospin à Le Pen, de Marchais à Lecanuet, tous les dirigeants politiques français se sont précipités à l'hôtel Matignon pour y encourager le Premier ministre à faire preuve de « fermeté ».

Piège fatal que celui dans lequel viennent de s'enfermer les responsables du PS et du PCF. Car ils sont ainsi conduits à cautionner les vertueuses indignations d'une droite qui n'a jamais manifesté la moindre émotion devant les lâches assassinats du GAL au Pays basque et qui s'est soigneusement gardé de désigner à la vindicte publique les inspirateurs de SOS-France, ce regroupement méridional de tueurs racistes et paranoïaques.

L'histoire le prouve suffisamment : l'union sacrée fait toujours le jeu des pires ennemis du monde du travail. Les derniers événements ne feront pas exception à la règle. L'atmosphère de « consensus national » offre au gouvernement une occasion inespérée de détourner l'attention de sa politique de chômage et de régression sociale. Surtout, elle légitime à l'avance les atteintes aux libertés et la discrimination raciale.

Souvenons-nous, il n'y a pas si longtemps, l'union nationale qui présidait à la lutte contre les membres du FLN permit l'instauration d'un couvre-feu à l'encontre de tous les Maghrébins. Il fallut vingt ans pour que soient abrogées les dispositions sclérotées adoptées à cette époque. De nouveau aujourd'hui, au nom de la guerre sans merci qu'il faut

draît déclarer au terrorisme, on parle d'état d'urgence ou d'article 16. Et l'on évoque de plus en plus précisément la perspective d'un contre-terrorisme, voire de représailles militaires contre les pays « soupçonnés » d'aider les plastiqueurs. On retrouve là le sinistre enchaînement des aventures coloniales et des flambées terroristes.

Voilà pourquoi nous ne joindrons pas notre voix au concert des gouvernants et des politiciens. Car nous croyons que seule la mobilisation indépendante du mouvement ouvrier, des associations démocratiques et antiracistes peut isoler les groupes clandestins. Seule, elle est susceptible de les contraindre à mettre un terme à leur folle escalade, sans pour autant favoriser les amalgames xénophobes et les dérives liberticides.

Nous sommes pareillement persuadés qu'il n'existe pas de solution à l'engrenage infernal de la guerre et des attentats, si l'impérialisme français ne peut pas un terme à ses interventions tous azimuts au Moyen-Orient.

C'est la raison pour laquelle nous exigeons avec plus d'énergie que jamais le retrait des troupes françaises de tous les pays où elles se trouvent engagées — à commencer par le Liban — ainsi que la cessation des ventes d'armes aux pays de cette zone. Telle nous apparaît l'unique logique permettant que la population ne soit plus l'otage d'une guerre qu'elle n'a jamais voulue.

Christian Picquet

□ Balladur ne tient pas ses promesses. La droite avait promis une réduction des impôts et des dépenses de l'Etat de 40 milliards. On en est loin ! 27 milliards de moins en ce qui concerne les recettes fiscales (15 milliards pour les ménages et 12 milliards pour les entreprises), 20 milliards d'« économies » environ sur les dépenses. La remarque est banale. Mais tout de même : à droite non plus, les promesses ne valent pas tripette !

Plus sérieux et plus grave : les prévisions économiques qui accompagnent le budget de l'Etat et lui donnent son sens ne valent rien non plus.

Balladur et son bras droit, Juppé, pronostiquent pour l'an prochain une progression de 2,8 % du produit intérieur brut (ce chiffre n'a pas été atteint depuis 1978-1979). La reprise en France serait la consé-

rien : le capital investi dans la spéculation boursière rapporte plus que dans l'industrie. Le reste n'est que balivernes pour un capitaliste.

Mais tout ceci réduit à néant les prétentions du budget du trésorier de l'Etat. Le libéralisme à la sauce de l'Hexagone ne résoudra pas plus la crise qu'il ne l'a résolue aux USA. La politique Balladur n'accompagnera ou ne favorisera pas une relance qui n'existe pas.

Le budget apparaît alors tel qu'il est : un budget de crise et de misère. Il ponctionne un peu plus les salariés et enrichit les riches, tout en réduisant les services que la majorité de la population serait en droit d'attendre de l'Etat.

C'est la logique du fameux « moins d'Etat », flics et dépenses militaires exceptés. Si les dépenses en capital civil diminuent d'environ 13 % par rapport au budget 1986, les dépenses en

Dur, dur le budget

quence de la relance extérieure. On peut toujours rêver ! Elle s'appuierait sur une hausse importante des investissements productifs (+ 5 %), et un spectaculaire bond en avant des exportations (+ 4,8 %), tandis que l'inflation se maintiendrait à 2 %, tout comme la consommation des ménages.

5 % de hausse des investissements et des exportations ! Un quasi-miracle, Saint-Balladur ! Pourtant, les derniers chiffres connus traduisent la tendance inverse : une hausse de 4,8 % des importations et une chute remarquée... des ventes à l'exportation.

Rien, enfin, ne présage que les entrepreneurs retrouvent soudainement le goût d'investir. La baisse des coûts « salariaux » et les avalanches d'exonérations de charges sur les entreprises n'y changent

capital militaire, elles, augmentent d'autant : environ 13 % !

4 500 emplois sont supprimés dans l'Education nationale, 3 000 au ministère des Finances, 2 500 au ministère de l'Equipement et du Logement... Seuls, l'Intérieur et la Justice font exception et bénéficient de créations de postes.

Quant aux contribuables, il verront leurs cotisations augmenter à la Sécurité sociale, tandis que les remboursements de soins et de médicaments sont en baisse, ou menacent de l'être. Les particuliers abonnés au téléphone subiront une augmentation des tarifs, au moment où la tarification appliquée aux entreprises diminue...

Mais l'impôt sur les grandes fortunes a été aboli, et les privilèges des bouilleurs de cru rétablis. Ça, c'est moderne !

Michel Morel

Une interview
de J. Pommatau,
secrétaire général
de la FEN
(page 11)

ROUGE

L'armée s'échappe

Un coup d'œil et quelques remarques sur le camembert du budget Balladur nous donnent toutes les raisons de le rejeter...

□ C'est certes une habitude : le budget de la Défense (169 milliards) emporte la palme... Le camembert des huit plus grosses dépenses vaut le coup d'œil (cf. graphique 1).

Seule l'Education nationale (168,20 milliards) se taille des crédits à la hauteur de ceux de l'armée. Les Affaires sociales et l'Emploi (71 milliards) « valent » déjà moitié moins. Le Logement et l'Équipement (47,7 milliards) viennent après les services de l'Intérieur (57,40 milliards). Le ministère de l'Industrie a droit à moins de ressources que celui de l'Agriculture. La Culture, la Jeunesse et les Sports, la Recherche... et les autres n'ont pas leur place sur le camembert. Leurs ressources sont trop faibles pour figurer parmi les huit premiers, qui ras-

pour la « force océanique stratégique », commandes de Mirage 2 000, et autres babioles qui tuent.

Mais les crédits de l'armée sont une manne inépuisable

**700 000 militaires =
700 000
enseignants + 13
millions d'élèves.**

pour l'industrie d'armement. Donc, pas touche ! Le poids des lobbies du nucléaire et des marchands de canons influe souvent sur les destinées de la politique française et sur la répartition du budget de l'Etat.

La taille des crédits accordés à l'Education nationale, sensi-

année. L'Education nationale seulement à un petit 2,1 %.

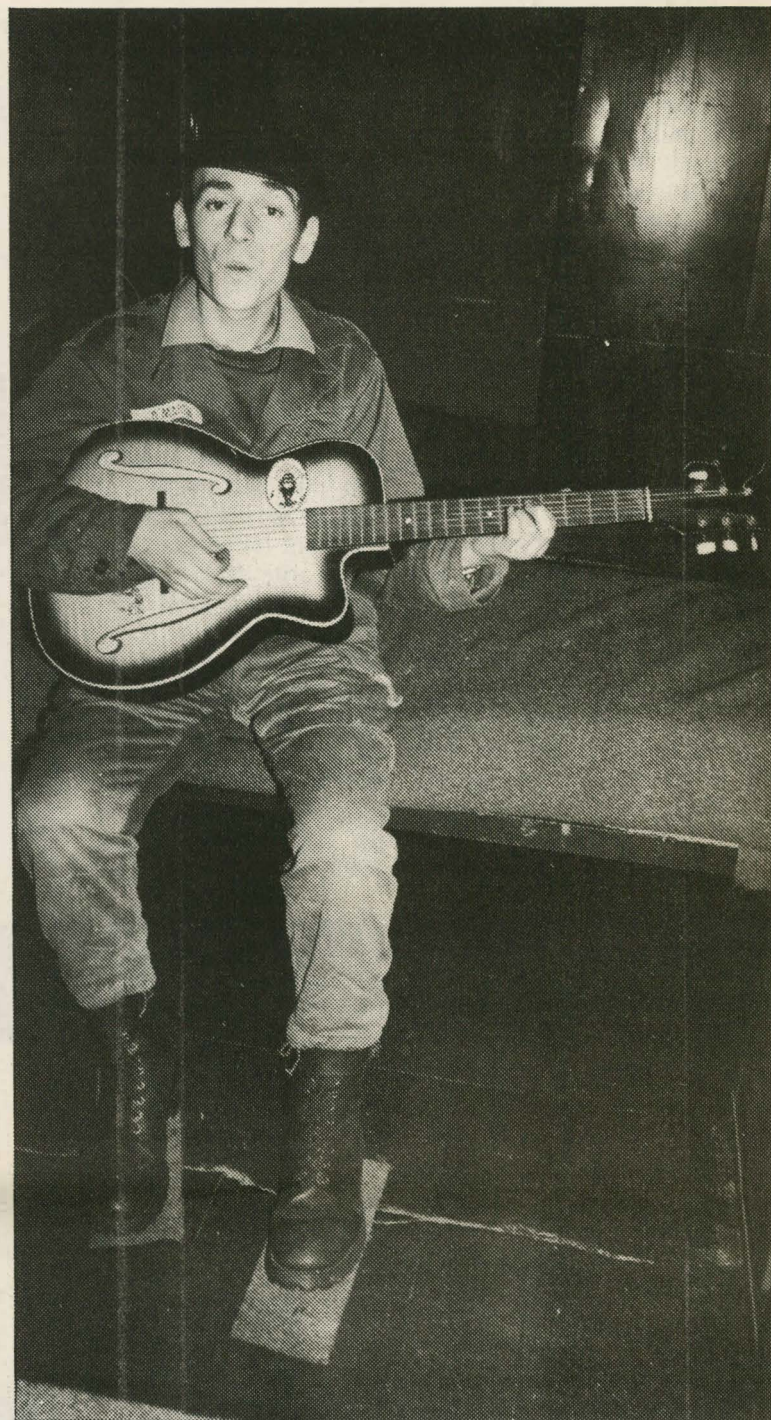
Seul trait d'égalité, les travailleurs des deux ministères trinquent autant les uns que les autres : 4 200 emplois supprimés à la Défense, 4 500 à l'Education nationale. Ceux-ci s'ajoutent aux 4 700 suppressions de postes d'enseignants dans le premier degré et les collèges, que ne remplacent pas les 4 000 postes qui doivent être créés dans les lycées. Citons deux derniers chiffres pour faire une comparaison osée. 45 millions seront affectés cette année à la poursuite de l'équipement informatique dans les écoles laïques (et 60 millions dans les écoles privées !). L'armée a droit à 11 milliards pour se « moderniser ». Un choix qui définit un monde, mieux qu'un long discours.

Le budget attribué aux Affaires sociales et à l'Emploi (71 milliards), ne peut faire illusion non plus. Il « gonfle » de 8 % sur l'an passé, tout simplement parce qu'il se substitue de manière croissante aux charges dont sont exonérés les patrons grâce aux bons offices de mon-

**La liste des valeurs
et des ministres sans
grand crédit.**

sieur Séguin. Ou bien encore il est affecté à la formation professionnelle (21 milliards) dont l'utilité ne se discute pas, mais dont les patrons, encore eux, tireront, en fin de compte, tous les profits.

Soulignons enfin l'anomalie qui consiste à accorder plus de ressources aux forces de répression qu'aux moyens en équipement et en logement du pays. Le bâton d'abord ! Enfin, relevons que si les crédits de l'Industrie se retrouvent derrière ceux de l'Agriculture, les fonds affectés à l'emploi et à la formation servent avant tout à la première. Comme quoi, le « moins d'Etat », « la

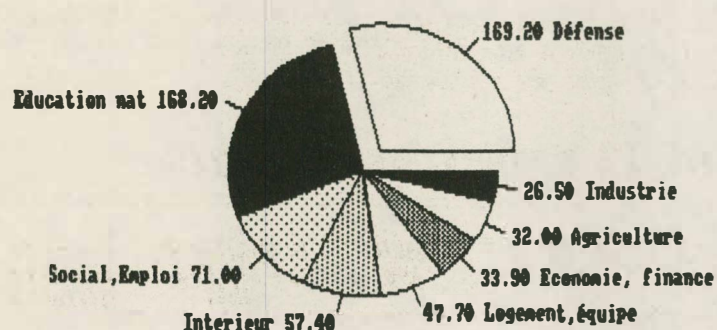


liberté d'entreprendre », le libéralisme trouvent toujours de bons moyens de prospérer à l'aide des fonds publics, sous quelque étiquette que ce soit.

Mais citons tout de même quelques ministères absents de la liste des huit plus grosses dépenses. Celui de la Jeunesse et des Sports a droit à 2,7 milliards. La

Une autre façon de représenter la répartition du budget. Le Titre III représente les traitements et pensions, le Titre IV les interventions (crédits). On note la dépense en capital militaire supérieure au capital civil. Les pensions militaires figurent par ailleurs dans le Titre III du budget civil...

REPARTITION DU BUDGET
LES HUIT PLUS GROSSES DEPENSES



en milliards de francs

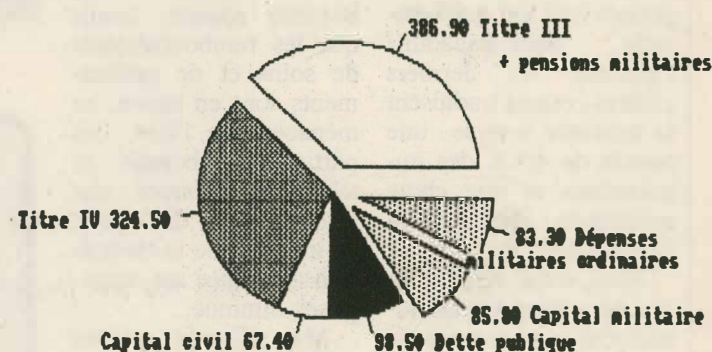
Graphique 1 : les huit plus grosses dépenses du budget, en tout 640 milliards sur un total de 1 049.

semblent à eux seuls beaucoup plus de la moitié des crédits du budget (environ 600 milliards).

Mieux ! Revenons-en à la Défense. Elle absorbe à elle seule 60 % des ressources nouvelles affectées au projet de loi de finances (budget). 11 milliards sur 19. Ce gâteau supplémentaire devrait être affecté à la modernisation des forces armées : refonte des sous-marins nucléaires actuels et développement d'une nouvelle génération

blement égale à ceux de l'armée, ne doit pourtant pas faire illusion. L'armée représente 700 000 hommes « sous les drapeaux » et le matériel qui va avec. L'enseignement, ce sont 700 000 enseignants, environ 13 millions d'élèves, et l'équipement qui leur est indispensable. Sacrée différence ! Les deux doivent pourtant vivre avec les mêmes ressources. Plus ! La Défense a droit à une augmentation de crédit de 6,9 % cette

REPARTITION DU BUDGET
DEPENSES CIVILES ET MILITAIRES



en milliards de francs

► Coopération à 5,9 milliards de francs, les Départements et Territoires d'outre-mer à 1,7 milliard. La Culture à 7,5 milliards. Cette liste n'est-elle pas parlante ? Ce sont là les valeurs, ou presque, qui devraient se voir affecter les meilleurs crédits dans une société civilisée. Et si

l'école, l'emploi, le logement figurent parmi les huit plus gros budgets, comme il se doit, c'est avec les réserves et difficultés que nous avons résumées.

On imagine les bouleversements qu'entraîneraient dans le camembert ci-dessus un réel changement de société. Une so-

ciété luttant pour la paix, le plein emploi de tous, l'égalité des chances et des droits de chacun en ce qui concerne l'accès à la connaissance et à la culture. C'est sans doute d'ailleurs parce qu'aucun des locataires de l'Elysée et de Matignon n'y songe, pas plus que ceux qui les sou-

tiennent, que la discussion du budget 1987 a toutes les chances de rester civile.

20 000 suppressions d'emploi, le blocage des salaires dans les services publics et une quinzaine de milliards récupérés en vendant les trois premières entreprises nationales « privati-

sées » permettront enfin à Balladur de prétendre boucler son budget.

Mais sans attendre les lendemains qui chantent, ce n'est pas l'envie qui manque de mettre dès aujourd'hui en échec ces aspects-là du budget.

Michel Morel

Bravo les riches !

Un système fiscal inégalitaire, une richesse concentrée entre les mains de quelques-uns, Balladur pouvait difficilement faire moins que de renforcer ces tares. C'est ce qu'il a fait en baissant les impôts pour les riches et pour les sociétés. Le reste n'est que poudre aux yeux pour faire avaler la pilule.

1. Qui paye quoi ou un système fiscal profondément inégalitaire

◇ Deux sortes d'impôts se côtoient pour financer les dépenses de l'Etat français. La fiscalité directe se compose en grande partie de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés. Il existe aussi les impôts indirects qui comprennent les différentes taxes sur le tabac et sur l'alcool et la très célèbre TVA. Ces derniers sont de véritables impôts sur la consommation qui touchent tous les ménages sans tenir compte du niveau du revenu. Et il est bien évident que, pour la même proportion, le coût de la TVA est plus difficilement supportable pour les faibles revenus. Or, la part des impôts directs dans la totalité des recettes fiscales de l'Etat est d'un peu moins de 40 %, alors que celle des impôts indirects s'élève à plus de 60 %. C'est un moyen de taxer indifféremment les revenus et de pénaliser les faibles revenus. (cf. graphique 2 : les recettes de l'Etat).

◇ Les inégalités ne s'arrêtent pas là. Détaillons les impôts directs.

L'impôt sur les sociétés rapporte moins que l'impôt sur les revenus. Et en plus, 80 % de la masse globale des revenus imposés est composée du montant total des revenus salariés. La pression fiscale directe se concentre donc sur les salariés et tout particulièrement sur les catégories supérieures de l'échelle des salaires : cadres moyens, supérieurs, enseignants, etc. qui n'en restent pas moins au bas de l'échelle de la répartition du patrimoine.

2. Qui possède quoi ou une société profondément inégalitaire.

◇ Parmi les plus modestes, 50 % des ménages ne détiennent que 5 % du patrimoine global, c'est-à-dire de l'ensemble des richesses. Et 35 % des ménages ne possèdent quasiment rien, moins de 1 % du patrimoine global. A l'autre bout de la chaîne, les 10 % des ménages les plus riches détiennent, eux, 60 % du patrimoine total. La fortune est donc concentrée en France dans une petite poignée de main. Les immeubles de rapport et les

actions forment l'essentiel des patrimoines les plus élevés. Ainsi, la moitié des actions est détenue par moins de 0,5 % des ménages. La richesse française se confond avec la propriété des entreprises.

3. Les mesures Balladur renforcent les inégalités.

◇ La baisse des impôts, présentée par le gouvernement comme la grande victoire du libéralisme, est une belle arnaque. L'Etat reprend de la main gauche ce qu'il a donné de la main droite. Balladur a annoncé une baisse de 15 milliards au profit des salariés, c'est-à-dire une baisse moyenne sur l'impôt sur les revenus de tous. Mais l'accumulation de la hausse de 0,4 % sur les cotisations Sécurité sociale et de 0,7 % sur les cotisations vieillesse atteindra, elle, 16 milliards. Non seulement la baisse est largement compensée, mais ce système de répartition favorise lar-

gement les hauts revenus qui voient, eux, leur impôt réellement baisser (cf. Tableau 1 : l'arnaque de la baisse des impôts).

◇ La déduction pour les gardes d'enfants est doublée, les familles nombreuses bénéficieront d'exonérations plus importantes. En tout, 4 milliards 500 millions en moins. Mais attention, si Balladur crie vive la famille, il faut que les liens du mariage viennent l'unir. Les célibataires, eux, tireront la langue et les familles monoparentales et les couples non mariés seront pénalisés.

◇ Le taux d'imposition sur le revenu le plus élevé sera limité à 58 % au lieu de 65 %. C'est un cadeau de 1,5 milliards aux plus riches. Rappelons aussi la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes qui rapportait 5,6 milliards.

◇ La donation-héritage est rétablie. Il en coûtera 100 millions en moins dans les caisses de

l'Etat. Cette mesure, si elle permet la transmission des entreprises, favorise aussi l'évasion fiscale sur les gros héritages. Les gros revenus n'auront pas trop de problèmes pour truander le ministère des Finances, si à cette mesure, on ajoute l'anonymat sur les transactions d'or, la possibilité de payer en liquide de grosses sommes d'argent, et la diminution des agents du fisc.

◇ Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés, baisse des taxes professionnelles, exonération de différentes charges, diminution de l'imposition sur les frais généraux, etc. Un cadeau total de 25 milliards pour les entreprises et les patrons. Balladur n'y a pas été avec le dos de la cuillère dans ces réductions.

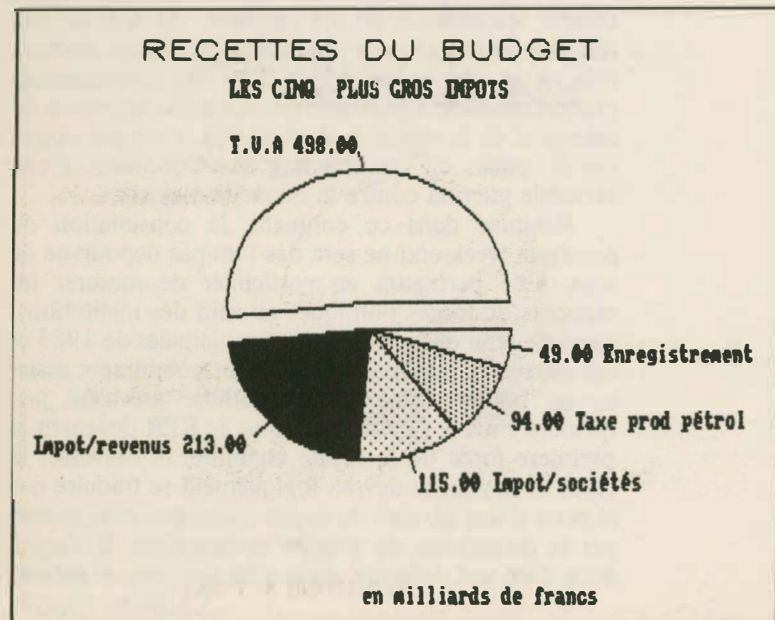
◇ La déduction forfaitaire sur les revenus fonciers passe de 35 % à 15 % sur les revenus des dix premières années. Les immeubles de rapport, rappelons-le, sont la deuxième mamelle des riches.

Alain Gwenn

L'ARNAQUE DE LA BAISSSE DES IMPOTS

	REVENUS 1985	IMPOT 1986	REVENUS 1986	IMPOT 1987	SURCHARGES SOCIALES 1987	CHARGES FISCALES TOTALES
Couple marié 2 enfants	80 000	882	83 200	Exonéré	688 (Cotisation vieillesse) seulement	- 194
Couple marié 2 enfants (sans frais de garde)	120 000	4 829	124 800	4 979	1 079	+ 1 229
Couple marié 2 enfants	200 000	16 349	208 000	16 750	1 404	+ 1 805
Couple marié 2 enfants avec patrimoine 5 millions de F	2 000 000	1 061 627 + Impôt IGF estimé à 50 000	2 080 000	1 002 528	8 210	- 50 889
Célibataire 1 enfant (sans frais de garde)	200 000	26 589 F	208 000	30 704	1 404	+ 5 519

Graphique 2 : Les cinq plus gros impôts. Est-il besoin de souligner la taille de la TVA et de l'impôt sur les revenus ? Les autres recettes fiscales non représentées ici s'élèvent à 151 milliards de francs.



Ce tableau (réalisé par Libération) se passe de commentaires. Le couple marié qui gagne à peine deux fois le SMIC se verra gratifié de 194 F, tandis que le couple marié qui gagne 200 000 F par an bénéficiera d'un cadeau de plus de 50 000 F, soit plus que le revenu annuel d'un smicard. Tous les autres verront leur charge fiscale augmenter.

18 SEPTEMBRE

Pan sur le bec



Epilogue ? Ou simple rebondissement ? Le Conseil constitutionnel vient de rendre son verdict sur la loi Léotard. Les « sages » de la rue Montpensier invalident les articles traitant du pluralisme de l'audiovisuel, dans la perspective de la privatisation de TF1 et de la redistribution de la Cinq et de TV6.

A l'évidence, le ministre de la Culture et de la Communication enregistre un nouvel échec. Ce qui complique singulièrement ses projets et le met en demeure d'adopter une claire législation multimédias. De quoi faire naître un débat qui divise profondément la majorité. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir des conditions dans lesquelles fut définitivement adoptée la loi, le 12 août dernier. Sous la pression des députés liés aux géants de la communication, Léotard avait alors catégoriquement refusé les propositions anticoncentration du barriste François d'Aubert.

Dans la situation créée, les groupes Hersant, Hachette et Havas vont se trouver contraints de revoir leur stratégie. Verra-t-on Hersant vendre *le Figaro* et *France-soir*, fût-ce de manière factice, pour pouvoir se porter acquéreur de TF1 ? Lagardère, le PDG de Hachette et Matra, se séparera-t-il d'Europe 1 qu'il vient pourtant de racheter pour cinq cents millions de francs ? L'un et l'autre préféreront-ils se rabattre sur la Cinq et TV6 qui vont se trouver mises aux enchères d'ici le mois de janvier ? Quoi qu'il en soit, c'est l'ensemble du paysage économico-médiatique qui risque de se transformer rapidement.

Tout cela ne doit toutefois pas faire oublier que tout le secteur audiovisuel se retrouvera bientôt sous la coupe réglée des barons de l'industrie et de la finance. Le Conseil constitutionnel n'a, de ce point de vue, pas touché aux aspects essentiels de la nouvelle législation. Ce qui offre à Léotard d'importantes marges de manœuvre pour faire aboutir son projet : la formation de gigantesques groupes multinationaux et multimédias.

22 SEPTEMBRE

Article 16...



Dieu, que la cohabitation est plaisante ! Confrontées à l'actuelle vague d'attentats, les grandes formations parlementaires n'entendent rien faire qui puisse nuire à la « cohésion nationale ». Le Parti socialiste va même jusqu'à se prévaloir d'un esprit de responsabilité dont l'opposition d'hier n'avait pas, loin s'en faut, fait la démonstration.

Hélas pour ses dirigeants, dans une telle situation, il faut toujours un gagnant. Au pouvoir et confortée par son discours autoritaire, la droite tire les marrons du feu. En un mois, elle gagne quatre points au baromètre IFOP-*le Matin*, alors que la gauche en perd deux. Parallèlement, dans la compétition opposant Chirac et Mitterrand, c'est le premier qui l'emporte largement, auréolé de sa « fermeté » face aux plastiqueurs et bénéficiant du soutien unanime de la « classe politique ».

Les hiérarques socialistes se retrouvent dans une position qui leur est désormais familière. Ils se révèlent incapables de se différencier nettement des gouvernants. L'heure étant aux discours guerriers et aux attitudes martiales, ils se livrent alors à une surenchère sur ce terrain. Au « Club de la presse », Pierre Bérégovoy envisage le cas, probable, où l'alliance RPR-UDF ne parviendrait pas à juguler les attentats. « Si, devant la montée du terrorisme, la situation devait se dégrader, le président de la République aurait alors à imaginer

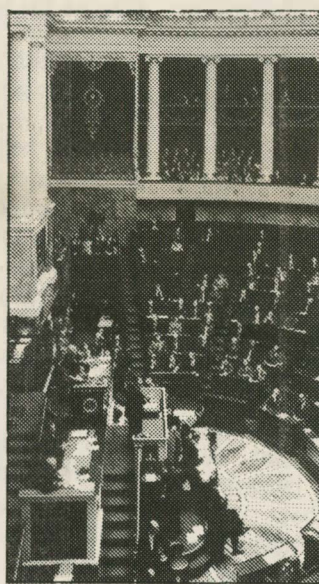
C'EST A DIRE

les solutions qui s'imposent pour faire face à cette situation. » Comment voir dans ces paroles autre chose qu'une référence implicite à l'article 16 de la Constitution, portant sur les « pouvoirs exceptionnels » ?

Inutile de supputer sur la crédibilité d'une telle solution. Car, pour mettre en œuvre l'article 16, il faut au président l'accord du Premier ministre et des présidents des Assemblées. Là n'est cependant pas le plus important. En envisageant froidement le recours à l'état d'exception — à travers une disposition dont Mitterrand disait lui-même qu'elle « offensait franchement la règle démocratique » — les socialistes s'engagent dans une voie sans issue. A ce jeu, leurs adversaires se montreront toujours les plus forts.

24 SEPTEMBRE

Le seigle et la châtaigne



Dans quatre jours, se dérouleront les élections sénatoriales. Un tiers de l'Assemblée du palais du Luxembourg va ainsi être renouvelé. Vous vous demandez peut-être quelle raison peut bien nous pousser à traiter pareil événement dans ces colonnes. Des interrogations en partie fondées. Car le Sénat représente sans doute l'une des plus antidémocratiques institutions françaises.

Cette chambre participe pleinement de la relativisation de la fonction parlementaire voulue par le fondateur de la V^e République. Ses membres sont élus par le corps des notables auquel s'adjoignent une série de grands électeurs spécifiquement désignés pour l'occasion. Pareille procédure revient à donner un poids démesuré aux départements ruraux. En France, la majorité des communes compte en effet moins de trois mille cinq cents habitants. On voit donc des régions rurales, qui ne comptent guère plus de vingt mille électeurs, représentées par deux ou trois sénateurs. Par contre, les élus des zones urbaines représentent parfois plus de cent mille électeurs. Rien n'apparaîtrait donc plus justifié que de supprimer une instance qu'un éminent juriste qualifia jadis de repaire des « élus du seigle et de la châtaigne ».

On aurait tort cependant de ne voir dans le Sénat qu'une chambre rétro pour retraités de luxe. Bien que son pouvoir s'avère encore plus réduit que celui de l'Assemblée nationale, son mode de désignation comme les attaches de ses membres, en font un réel rempart du pouvoir des possédants. En temps normal, cela ne se voit guère. Mais, dans des circonstances exceptionnelles, il peut devenir une pièce-maîtresse du dispositif de la réaction. Après 1981, c'est par exemple du palais du Luxembourg que s'orchestra une véritable guérilla contre la nouvelle majorité.

Resituée dans ce contexte, la consultation du prochain week-end ne sera dès lors pas dépourvue de sens. Elle permettra en particulier de mesurer les rapports de forces politiques au sein des institutions. Compte tenu des résultats des municipales de 1983 et des dernières régionales, on devrait notamment assister au bouleversement de l'équilibre prévalant jusqu'alors entre les partis de droite, le RPR devenant la première force de la Haute chambre. A l'inverse, le recul de la gauche devrait logiquement se traduire par la perte d'une dizaine de sièges socialistes et peut-être par la disparition du groupe communiste. Il s'agira donc d'un test déformé, mais d'un test tout de même.

Christian Picquet

POUR MOBILISER : L'UNITÉ

Pour les salariés du public, l'unité devient un préalable à l'action. Voilà qui doit nous guider face aux journées du 30 septembre et du 21 octobre. Sans oublier de clarifier les revendications.

Un centre de tri, lors de la grève des PTT en septembre 1983.



Qu'il s'agisse des fonctionnaires ou du personnel du secteur public et nationalisé, tous ressentent la division syndicale comme une chape de plomb pesant sur l'efficacité et même la possibilité de la riposte nécessaire.

Cette très large aspiration à l'unité devient quasiment un préalable à l'entrée dans l'action. D'abord, parce que la grève, pour des salariés aux rémunérations régressant depuis 1982, ça coûte cher. Ensuite, parce que pour espérer bloquer l'offensive du ministre de Charette, chacun sent bien qu'il faut y mettre les moyens et les prix.

La démarche des états-majors syndicaux ne s'est pas fondée sur ces besoins des différents personnels. La tactique, comme toujours, est toujours aux postes de commande, régie par la compétition intersyndicale dans le cadre de rapports de forces surdéterminés par ceux qui existent entre le PS et le PCF.

Le choix des états-majors

Dans ce contexte, le point de vue des fonctionnaires intervient mais ne guide pas le choix des

états-majors. Les fédérations de fonctionnaires sentent bien que l'unité est un « crâneau porteur » mais chacune y va de sa démarche bien particulière. Le seul trait commun est de s'éloigner des réponses à apporter à la question essentielle : comment bâtir la contre-offensive face à la politique de Chirac ?

Les fédérations CGT prétendent réaliser l'unité à la base sur les revendications, en commençant par diviser au sommet, par un refus des avances des autres confédérations.

Les fédérations de fonctionnaires FEN, FO, CFDT réalisent l'unité au sommet et demeurent intentionnellement imprécises sur son contenu, afin d'éviter que les salariés aient leur mot à dire.

Mais l'exigence unitaire est si forte que l'accord au sommet apparaît indiscutablement plus attractif. Alors que la CGT avait dégainé la première, en avançant pour

elle-même la date du 30 septembre, c'est la coalition FEN-CFDT-FO, avec son 21 octobre, qui capte l'aspiration à l'unité.

Ainsi, le 30 septembre des fédérations CGT (l'Union des fédérations de fonctionnaires, mais aussi les PTT, les transports, la santé, l'énergie, les cheminots, le sous-sol, les travailleurs de l'Etat, etc.) apparaît comme une opération d'auto-affirmation sectaire, en particulier dans les rangs cégétistes. Nombre de syndicats et d'adhérents CGT s'apprêtent à figurer le 30 septembre, pour mieux faire grève le 21 octobre. Les cégétistes sensibles à l'unité ne veulent pas imposer au personnel deux appels consécutifs à une grève qui sortirait discréditée si elle s'avérait répétitive et donc peu efficace.

Le 21 octobre bénéficie de la prime à l'unité, et apparaît comme la journée des fonctionnaires. Ce qui ne saurait suffire à résumer

la riposte unitaire dont les fonctionnaires ont besoin.

L'appel au 21 octobre doit clairement se fonder sur les revendications — emploi et salaires, protection sociale et privatisation — pour ne pas servir de manière acritique les états-majors qui y appellent. De plus, l'unité étant chose trop sérieuse pour être confiée aux directions nationales des fédérations, elle doit servir à bâtir un mouvement prolongé propre à mettre de Charette dans l'impossibilité de poursuivre ses agressions. Une grève de vingt-quatre heures, si réussie soit-elle, ne remplit pas cette tâche. Elle peut simplement, comme le 21 octobre, représenter un premier pas, une première action, prélude à une nécessaire contre-offensive.

En se plaçant du seul point de vue décisif de la construction d'un rapport de forces tel que les fonctionnaires s'opposent avec succès aux attaques, les manœuvres syndicales doivent être jugées pour ce qu'elles sont, et sélectionnées en conséquence. Les unitaires peuvent encore contrer la division. La CFDT-PTT de la région parisienne appelle, avec la CGT, à une journée d'information le 30 septembre, afin d'obtenir d'elle qu'elle se joigne au 21 octobre. Cette proposition unitaire publique montre que beaucoup de choses sont encore possibles. Pour mettre l'unité et son contenu sur de bons rails.

Nicolas Jeanson
Jean Lantier

QUELLES REVENDICATIONS ?

LEUR LOGIQUE ET LA NOTRE

Les pourfendeurs du « tout-Etat » savent où ils veulent en venir. A nous de leur répondre aussi efficacement.

Au même titre que la totalité des secteurs industriels, le secteur public et nationalisé connaît une attaque frontale contre l'emploi. 26 160 emplois, tel est le chiffre de destructions budgétisées pour 1987. 3 090 aux finances, 9 399 à l'Education nationale, 4 600 aux PTT, 2 497 à l'équipement, etc. Autant de postes qui passent sous le nez des milliers de jeunes en attente d'un premier travail, à qui l'on proposera de courber l'échine dans les TUC ou les « p'tits boulots ». L'attaque sur le nombre de postes s'accompagne d'une remise en

cause des statuts par la flexibilité, l'introduction massive de la précarité. C'est donc le refus de la destruction des emplois, l'entrée des jeunes en nombre équivalent sur les postes maintenus et ce, au statut collectif, que le mouvement doit réclamer.

Les salaires sont bloqués depuis juin 1982, date à laquelle le gouvernement composé de ministres socialistes et communistes déclara le gel des rémunérations et l'augmentation des prélèvements sociaux. Selon la seule source INSEE, le pourcentage de pertes s'échelonne annuellement

en 1,3 % en 1982, 0,4 % en 1983, 1,2 % en 1984 et 2,2 % en 1985. Encore ne s'agit-il que de pourcentages moyens, toutes catégories confondues. L'exigence du rattrapage des pertes en niveau mensuel moyen s'impose donc, en même temps que la progression des traitements sur la base mensuelle d'un indice reflétant la hausse réelle du coût de la vie. Au diable le calcul en masse annuelle et le GFT ! De la clarté !

Les statuts particuliers de protection sociale, obtenus de haute lutte par les mouvements revendicatifs précédents, sont aujourd'hui

remis en cause, à la SNCF comme dans les autres secteurs. La pression de la crise économique aidant, c'est à un laminage des avantages acquis que de Charette s'attelle, avec l'ardeur de celui qui vise la Sécurité sociale elle-même. Dans la foulée, les systèmes de rémunérations individualisées (ils disent : « Au mérite », nous « A la gueule du client ») visent à augmenter de manière brutale la productivité, afin de faire fondre les effectifs. Le refus de toute remise en cause des protections sociales particulières, le maintien des augmentations pour tous inté-

grées dans un cadre de conventions collectives ou de statuts, telles doivent être les positions défendues de manière intransigeante.

Enfin, le service public est effectivement remis en cause. Santé, transports, administrations, tout cela représente la cible des libéraux qui prétendent régenter le secteur public. La pioche des démolisseurs porte les premiers coups : « L'administré doit devenir un client », explique ainsi le noble ministre des Fonctionnaires, pourfendeur du tout-Etat, et défenseur du tout-patronat...

Jean-Marc Laisné

UN MAUVAIS VENT DE SECTARISME

Le 30 septembre de la CGT dans la fonction publique heurte de front l'aspiration à l'unité. Ce faisant, ses dirigeants entraînent, en tout état de cause, leur base dans l'impasse.

Le 30 septembre de la CGT dans la fonction publique traduit l'orientation défendue par une majorité de ses dirigeants en matière d'unité. Pour eux, l'unité est tout bonnement impossible. Parce que l'unité à la base s'opposerait à l'unité au sommet, parce que les partenaires éventuels de la CGT sont « réformistes », parce que l'unité n'est possible que sur les revendications de la CGT.

Cette attitude renforce à ce point les pires réflexes sectaires que la plupart des secrétariats fédéraux opposent une fin de non-recevoir à qui ose leur proposer l'unité, qu'il s'agisse de la FEN ou de la CFDT.

Echec inévitable

A défendre ce point de vue « unitaire » particulier, ce courant de la CGT amène à l'échec les adhérents de la centrale de Montreuil. Et ce, d'un double point de vue. Le 30 septembre risque fort de faire pâle figure comparé au 21 octobre, précisément parce qu'il heurte de front un très large sentiment unitaire très présent au sein de la CGT, au point qu'une réaction de

rejet apparaît nettement. Et l'échec très probable du 30 septembre risque de mettre en fâcheuse posture toute la CGT du secteur public et nationalisé. Dès lors, qu'elle appelle ou non au 21 octobre, le second volet de l'échec se met en place dès le lendemain du 30. Ou bien la CGT s'en tient à sa journée, et elle se montre en état de faiblesse face aux autres syndicats. Ou elle appelle au 21 octobre, et alors son attitude passera pour un ralliement honteux à une journée aujourd'hui dénoncée.

Qu'elle récolte la note du sectarisme présentée par les salariés ou celle du ralliement honteux après une division forcenée et vaine, la

direction de la CGT entraîne en tout état de cause sa base à l'impasse. La logique des directions fédérales CGT tourne en effet le dos à la logique de la base au nom de laquelle elles prétendent parler.

Faire l'unité « à la base » en divisant de la base au sommet le front syndical possible, c'est fortement contribuer à diviser cette base, ou plutôt faire en sorte qu'elle se détourne de la CGT.

Prétendre que l'unité est impossible parce que les autres syndicats sont réformistes, c'est d'abord ignorer la perte de crédit de la CGT qui, sous la gauche, mettait beaucoup d'eau gouvernementale dans son vin rouge au nom de la présence d'Anicet Le Pors



Que des divergences existent sur des revendications, c'est évident. Mais rien n'empêche de proposer l'unité sur la base d'objectifs corrects.

au gouvernement. Le label révolutionnaire ne va pas de soi. Mais surtout, c'est admettre que les réformistes influencent de larges secteurs de salariés, et rendre impuissante la confédération par ce sectarisme-là. En admettant une seconde le qualificatif octroyé par la CGT aux autres centrales, il faudrait une attitude offensive, unitaire pour dix, pour faire au moins la démonstration publique que ces « réformistes » refusent l'unité. Or, le contraire se déroule sous nos yeux. Les « réformistes » réussissent à peu de frais la démonstration inverse grâce à leurs propositions unitaires !

Un seul gagnant

L'attitude de certains dirigeants de la CGT alimente à un point inespéré les « réformistes », leur opération de sommet. Ceux-là prétendent au flou pour réaliser

l'unité. Quelle démonstration réussit la CGT par son sectarisme, si ce n'est pousser dans leurs bras les salariés qui réclament l'unité avant d'entrer en action ?

Oui, des divergences existent, et les revendications clivent le mouvement syndical. Si les dirigeants cégétistes les plus anti-unitaires avaient la moindre parcelle de sincérité, ils proposeraient l'unité à tout le mouvement syndical du secteur public et nationalisé, sur la base des revendications qu'ils auraient collectées publiquement auprès du personnel concerné.

A semer ce mauvais vent parmi les adhérents de la CGT, ces dirigeants-là s'exposent à récolter la colère unitaire issue du sein même d'un syndicat dans lequel beaucoup conservent les traditions unitaires de classe. Qui pourrait bien les forcer, bon gré mal gré, à appeler au 21 octobre... et au-delà ?

Jean Lantier

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

La riposte des fonctionnaires servira à tous

Pendant les attentats, les agressions sociales continuent. Tel est le calcul cynique du gouvernement Chirac. Derrière la grande union nationale pour la sécurité, la politique d'attaques sur l'emploi, les salaires et la protection sociale bat son plein. Alors qu'à Renault-Billancourt, des centaines de lettres de licenciement commencent de pleuvoir, Chirac et son ministre de Charette portent la guerre chez les fonctionnaires.

Les fonctionnaires au tarif public

Le tarif public pour l'intégralité des entreprises, ce sont les suppressions d'emploi, la baisse des salaires, la précarité du travail. Eh bien pour les fonctionnaires, c'est le même tarif. Le budget 1987 prévoit froidement plus de 20 000 suppressions de postes, aux PTT ou aux finances par exemple, c'est-à-dire autant d'emplois stables qui filent sous le nez des jeunes massivement au chômage. Pour les fonctionnaires, l'heure continuerait d'être celle de 1982, l'année du blocage des salaires. A l'époque, le gouvernement du PS et du PC expliquait que l'austérité sur les salaires de la fonction publique ferait les emplois du privé. On sait ce qu'il est advenu de cette propagande.

Enfin, au lieu d'offrir aux chômeurs des postes de travail, le secteur public devient le terrain de manœuvre de la flexibilité, de l'entrée des TUC, des petits boulots, du travail précaire en tout genre.

Le gouvernement semble bien en avoir fait de trop. Car toutes les fédérations syndicales appellent à agir.

Première riposte à Chirac ?

Oh, pas toutes ensemble, ça serait trop beau. La CGT, au nom de l'unité à la base, organise seule sa journée du 30 septembre.

Pendant ce temps, au nom de l'unité au sommet, FEN, CFDT et FO se retrouvent sur la date commune du 21 octobre. Comme on ne peut prétendre à l'unité de la base en divisant le front syndical possible de la base au sommet, la CGT est en train de perdre au profit des partenaires de l'unité « en haut », FEN, CFDT, FO. Et c'est le 21 octobre qui apparaît comme la journée des fonctionnaires. La guerre privée que se livrent les syndicats ne fait pas disparaître l'essentiel : pour la première fois depuis le 16 mars, une riposte contre la politique de Chirac prend tournure.

L'unité de tous

Eh bien, tant mieux pour tous les salariés si tous les fonctionnaires se mobilisent pour leurs salaires, contre les suppressions d'emploi et la précarité du travail. Le succès d'une démonstration de force du secteur public ne peut qu'encourager tous les autres secteurs à se battre ensemble contre l'austérité à la sauce Chirac. C'est bien ce pourquoi lutte la LCR.





« Le mandat permanent de la FEN, depuis son origine, c'est d'aller dans le sens de l'unité. »

JACQUES POMMATAU

OFFENSIVE D'AUTOMNE

Lors de son dernier conseil national, la FEN s'est dotée d'un vaste plan d'action, dont la toile de fond est le remodelage du paysage syndical. Nous avons interrogé son secrétaire général, Jacques Pommatau.

□ *Le conseil national de la FEN, les 15 et 16 septembre, a adopté un dispositif d'action. Selon quelles modalités ?*

Jacques Pommatau — Le premier mandat de la FEN, c'est de soutenir l'action engagée par ses sections départementales et ses syndicats nationaux, en fonction de réalités différenciées. Le deuxième temps de l'action, c'est le refus d'une politique de démantèlement des services publics, avec mandat de contacter toutes les organisations fédérées, confédérées, ou non. Cela se concrétise par la grève du 21 octobre. Cette action ne met pas spécialement en avant les attaques particulières contre l'école. Et nous ne souhaitons pas donner à nos adhérents et à l'opinion l'impression de noyer le poisson. C'est pourquoi la FEN a décidé d'organiser à la mi-novembre une manifestation nationale de la FEN

et du mouvement coopératif, associatif, mutualiste. C'est le troisième temps.

□ *Vous avez à la tribune du conseil national fixé un objectif élevé pour cette manifestation...*

J. P. — J'ai voulu indiquer clairement qu'il ne s'agit pas d'une manifestation alibi. J'ai dit « ce n'est pas 10 000, c'est 100 000 », pour signifier qu'on met le paquet. On va maintenant préciser les modalités avec les organisations amies.

□ *Le conseil national a adopté une position unanime. Ce n'est pas si fréquent. Il s'y est imposé une aspiration unitaire transcourants...*

J. P. — Sur les modalités d'action proposées par le secrétaire général dès l'entrée du conseil national, il y a eu effectivement une position unanime après débat. Un conseil national est fait pour prendre en compte les

préoccupations des responsables nationaux et départementaux. Il y a une volonté large dans la FEN de montrer l'exemple de l'unité en son sein, au moment où elle cherche des convergences à l'extérieur. La dynamique de rassemblement syndical est plus importante que le détail des préoccupations revendicatives.

□ *Le 21 octobre, il manque toujours la CGT à l'appel.*

J. P. — C'est vrai, mais la FEN ne renonce pas. Face à la crise du mouvement syndical, face à l'impossibilité des centrales syndicales de discuter entre elles, il nous semblait nécessaire de prendre l'initiative. Il y a eu différentes façons de nous répondre. La CFDT était prête à des contacts ; Force ouvrière n'était pas favorable à une grande action commune mais n'a pas écarté la concomitance des actions ; quant à la CGT, je ne veux pas considérer sa réponse comme négative ; d'ici au 21 octobre, de l'eau coulera sous les ponts...

□ *Vous relancerez la CGT ?*

J. P. — J'y suis prêt. Si l'UGFF ne fait pas signe, je la relancerai. Peut-être y aura-t-il aussi face au terrorisme la possibilité d'un rapprochement du mouvement confédéral.

□ *On vous reprochera de nourrir des arrières-pensées, et de poursuivre le but de créer une nouvelle centrale.*

J. P. — Le mandat permanent de la FEN, depuis son origine, c'est d'aller dans le sens de l'unité. Aujourd'hui, cette préoccupation est plus forte que jamais, parce que jamais le monde syndical n'a été aussi divisé. Jusqu'où ira la désyndicali-

sation en France ? Elle nourrit la division et la division entraîne à son tour la désyndicalisation. Parce que chacun, perdant des troupes, se replie davantage autour de son identité. Par exemple, la polémique sur les problèmes de l'emploi entre responsables confédéraux ne me semble pas être encourageante pour les travailleurs.

Alors, la FEN réfléchit. Est-ce que les méthodes de reconstruction d'un grand syndicalisme unitaire sont les mêmes qu'en 1936 ou en 1945 ? Plus le temps passe, plus notre mandat devient difficile à tenir. Le type de réunification, à caractère bureaucratique et structurel, nous semble dépassé. Il ne suffit pas de mettre Maire, Krasucki, Bergeon et Pommatau autour d'une table pour faire une grande confédération ouvrière. C'est donc par la pratique quotidienne qu'on peut initier de nouvelles convergences. La discussion devrait aussi dégager des points d'accord. Après, il pourra y avoir autre chose, mais j'ignore ce que ce sera.

□ *Ce pourrait être un cartel de la fonction publique...*

J. P. — C'est le procès qu'on nous fait. Il ne m'intéresse pas. Marchons, nous verrons bien...

□ *Ce ne serait qu'une première étape, vers un regroupement plus large...*

J. P. — Je dis bien : je ne sais pas. Tout est possible, y compris rien ! Si cela doit partir d'un secteur, tant mieux. Tous les moyens qui font faire un pas à la réunification syndicale sont bons. Tous les moyens qui introduisent des coupures plus profondes sont mauvais. Si la FEN avait voulu impulser une initiative réduite à la fonction publique, se serait-elle tournée vers les confédérations ouvrières ?

□ *Mais l'évolution des rapports de forces politiques à gauche amène certaines à contester l'utilité d'un cadre syndical unitaire avec des communistes ?*

J. P. — Il serait tout à fait contradictoire avec le mandat de la FEN de prétendre faire l'unité en excluant x ou y... L'identité de la FEN, c'est justement d'avoir su accueillir et regrouper l'ensemble des courants de pensée du mouvement ouvrier. Le jour où elle y renonce, elle n'est plus la FEN.

□ *Mais Jacques Pommatau a déclaré à l'AFP, en juin dernier : « Nous ne*

voulons pas que nos minoritaires nous quittent, mais nous ne nous déterminerons pas, si nous devons le faire, en fonction d'eux. Ils devront choisir. »

J. P. — Je ne peux pas me mettre à leur place. Et dire, par rapport à telle ou telle évolution, s'ils seront amenés à quitter la FEN ou pas. C'est leur problème. De mon côté, je ne fais rien pour qu'ils partent.

□ *Mais les projets de redécoupage des syndicats nationaux dans la FEN ne sont pas de nature à rassurer le SNES par exemple, qui craint de se faire noyer...*

J. P. — Nous ne commençons pas par changer les structures internes. Notre démarche part toujours de notre orientation : quel projet éducatif et quel projet revendicatif pour la FEN ? A partir de là, on tire les conséquences organisationnelles, s'il y a lieu. Voilà notre démarche interne, parallèle à notre démarche pour l'unité.

Il y a eu beaucoup d'évolutions depuis 1970. L'enseignement de masse ne s'arrête plus en troisième et tend à se prolonger jusqu'à la fin du lycée. De même, la formation des instituteurs est de quatre ans après le Bac, elle n'a jamais été aussi proche de la formation des certifiés. Quelles conclusions faut-il en tirer en termes pédagogiques, revendicatifs et en bout de course en termes structurels ?

□ *Comment la FEN réagit-elle aux débats du Parti socialiste sur le relais social dont il aurait besoin ?*

J. P. — Il est sain qu'un parti à vocation gouvernementale s'interroge sur son comportement au pouvoir. Est-ce qu'un parti au pouvoir, quel qu'il soit, de droite ou de gauche, a intérêt ou non à avoir face à lui un syndicalisme fort et responsable, ou un syndicalisme éclaté, irresponsable et démagogique ? Je ne suis pas certain que le Parti socialiste ait une réponse homogène à cette question.

Les principes d'indépendance syndicale sont très présents dans le monde syndical français. La charte d'Amiens marque encore les organisations, y compris celles qui sont les plus proches d'une parti politique. Les dirigeants politiques ne doivent pas rêver en France à une social-démocratie à l'allemande ou à l'anglaise, avec une liaison organique entre parti et syndicat.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

ILS ONT LUTTE, ILS ONT GAGNE !

Les hospitaliers de Ville-Evrard ont lutté, ils ont gagné. Ils s'en étaient donné les moyens : un mouvement unitaire et démocratique. Nous avons interviewé Pascal, infirmier, et membre du comité d'action qui a dirigé la lutte et la grève.

□ Vous avez été en grève treize jours. Elle s'est terminée victorieusement. Pourquoi cette lutte ?

Pascal — A la suite d'une inspection de la Cour des comptes, la direction de l'hôpital voulait supprimer

Manifestation des grévistes devant la préfecture de Bobigny.



CGT. Trois cents personnes y assistaient. Cette AG a été unanime pour engager la lutte. Un comité d'action de volontaires syndiqués et non syndiqués s'est mis en place, regroupant trente-cinq hospitaliers. Dans un premier temps, nous avons construit un rapport de forces : information auprès du personnel qui revenait de vacances, pétition, interventions massives auprès des tutelles diverses (direction DDASS, etc.), manifestations, etc. Il fallait tenir compte des rythmes.

Dès le départ, nous nous sommes appuyés et nous nous sommes battus pour que le mode d'organisation soit le plus démocratique possible. Le personnel avait grâce au comité d'action le contrôle sur la lutte. Les assemblées générales prenaient toutes les grandes décisions. Nous avons ainsi réalisé un front commun volontaire. Le comité d'action était soutenu par la CFDT et il a toujours affiché une farouche volonté unitaire.

□ Et la grève ?

P. — Le 8 septembre, la commission technique paritaire (CTP) et le conseil d'administration se réunissaient. Le personnel a, en

assemblée générale, décidé de durcir l'action. Il s'agissait d'isoler les responsables : la direction. Le personnel unanime a voté la grève ce même jour. Après, elle a été reconduite chaque jour par l'assemblée générale où il y avait de plus en plus de personnes. Nous nous sommes installés dans la grève : elle pouvait durer longtemps. Le piquet de grève a acquis très vite une autorité. Et une solidarité dans l'hôpital s'est créée. En effet, on ne peut pas laisser les malades sans soins et certaines catégories de personnel pouvaient difficilement se dégager. Mais leur boulot a été assumé collectivement pour que ces personnes participent, elles aussi, à la grève. Spontanément, les infirmiers ont donné un coup de main au ménage. De même, pour la buanderie. Les secrétaires médicales ont arrêté tout le travail administratif.

Nous avons décidé de faire une manifestation devant le ministère. En fin de semaine, l'assemblée générale a reconduit la grève pour le week-end, jusqu'à la manif. Chaque jour, deux à trois voitures portaient expliquer la lutte et la grève dans les autres hôpitaux de la région parisienne. La

manifestation devant le ministère de la Santé a regroupé cinq cents personnes de Ville-Evrard ; huit cars et des voitures individuelles. Du jamais vu ! C'est là que le gouvernement a annoncé qu'il reculait : nous avions gagné !

□ Tu parles peu de la CGT. Quelle a été son attitude ?

P. — La CGT, sous prétexte des déclarations d'Edmond Maire, refuse toute unité d'action locale avec la CFDT et ignore le comité d'action. Lors de sa constitution, à la première assemblée générale, elle s'est abstenue. Elle a refusé de participer à certaines assemblées générales. Elle a organisé « ses » actions, sans consulter personne. Heureusement, les principales actions furent quand même convergentes. Plus grave, le 9 septembre, elle n'a pas reconduit la grève, commencée la veille. Puis devant la détermination du personnel, elle y a ensuite répondu. Elle organisait des assemblées de syndiqués CGT, puis la direction CGT venait donner ses conclusions devant l'assemblée générale où le comité d'action lui laissait la parole dans un souci unitaire.

Même s'il y a eu des frictions, dans le piquet de grève par exemple, le personnel a toujours montré une volonté unitaire.

Cela n'a pas été sans des tensions importantes dans la CGT. Des militants CGT trouvaient que la direction de leur syndicat « cassait l'outil ». Trois syndiqués CGT étaient quand même membres du comité d'action et les secteurs qui soutiennent traditionnellement la CGT se retrouvaient aussi dans le comité d'action. Mais la fédération CGT de la santé a été encore plus loin dans les basses attaques mensongères. Au point que la section de l'hôpital a dû condamner le message de victoire qui passait sur le répondeur de la fédé CGT. Bref, la CGT n'a jamais eu la volonté de construire le mouvement ensemble même si ils ont suivi la lutte.

Grâce à la volonté unitaire du personnel et à la démocratie instaurée, cette attitude a vite été contrebalancée. La preuve, c'est qu'il n'y a pas de sentiment antisindical qui s'est développé. Tout au contraire, il y a une prime immense au syndicat de lutte et unitaire.

Propos recueillis par Alain Gwenn

les primes d'une grosse partie du personnel, entraînant ainsi des pertes de salaire de 300 à 1 200 francs selon les catégories. Prenons un exemple. Un agent des services hospitaliers (ASH) avec neuf à dix années d'ancienneté percevait un salaire net de 5 279 francs (primes et indemnités comprises). La prime que la direction voulait supprimer est de 413 francs, soit une amputation de salaire de près de 10 %.

Après treize jours de grève, la direction de l'hôpital a annoncé qu'il n'y aurait pas de perte de salaire, mais qu'il n'y aurait rien d'écrit. Ces dispositions ont été confirmées par le ministère. On doit donc rester vigilant. C'est pourquoi le comité d'action reste en place, au moins jusqu'à la paie d'octobre.

□ Tu viens de faire une allusion au comité d'action. Comment s'est déroulée la grève ?

P. — Nous avons appris la suppression des primes en juillet. Le 25 juillet, nous avons tenu une assemblée générale du personnel à l'appel de la CFDT et de la

RENAULT BILLANCOURT

IL PLEUT SUR LA FORTERESSE

Les lettres arrivent au domicile des futurs licenciés. La volonté de la direction ne fait aucun doute : couper les têtes les plus combattives.

Règlement de comptes... Il y a manifestement cet aspect-là dans le choix des 415 licenciements économiques en cours de réalisation au Centre industriel de Billancourt, et des 113 autres au siège social. Tel ouvrier, tel délégué, désigné par son immédiat encadrement, cette façon de faire ressemble à une sélection politique qui vise à couper les têtes les plus hautes, les plus combattives.

Les lettres arrivent à domicile, accompagnées du détail des mesures de départ volontaire, ultime tentative organisée par la direction avant le licenciement. Ces lettres représentent une phase avancée de l'attaque du PDG Besse, fidèle

homme de main de Madelin et consorts.

Comme la riposte de l'ensemble du site de Billancourt tarde à venir, des réactions de colère sont prévisibles, de la part d'ouvriers dûment avertis par leur maîtrise qu'ils sont du voyage, en raison de leur combativité. Pour prévenir et intimider, la direction procède à la pose de caméras électroniques jusque dans les ateliers. La sécurité a bon dos. C'est en direct que l'œil du patron veut enregistrer l'action ouvrière.

Sur quoi, sur qui compter pour s'opposer aux licenciements économico-politiques, premiers du genre ? Le rassemblement du vendredi 19 à l'appel de la

CGT était selon ses chiffres de quatre mille personnes. Soit. Mais on est bien loin de l'esquisse d'un mouvement de grève de l'ensemble Billancourt, indispensable premier pas pour résister. Alors, c'est dans certains ateliers, là où la victime des licenciements recueille le soutien de ses camarades, qu'il faudra chercher les premières actions. Est-ce à dire qu'un atelier particulièrement décidé à agir peut entraîner d'autres dans son sillage ? Trop tôt, trop hasardeux pour le dire. Mais il existe bien un gisement de combativité à cet échelon-là, dont a bénéficié Patrick Schweizer.

Chacun à Billancourt s'accorde à interpréter le

non-licenciement de Patrick comme un premier recul de la direction. C'est vrai. Encore faut-il en imposer de nouveaux, puisque celui-là était possible. La voie de la lutte d'ensemble n'est pas encore trouvée. Désormais il y a plus qu'urgence, on entre dans la zone rouge, celle où les charrettes commencent de se remplir. Chaque acte collectif de résistance, même dans un seul atelier, sert à stimuler les hésitants dans les autres endroits de l'usine. Le mouvement ouvrier n'a pas besoin de martyrs, mais d'actions efficaces, collectives, unitaires. Et surtout celui, haut en symbole, de Billancourt.

J. L.

OBJECTIF 6 DECEMBRE

Face aux attaques convergentes dont sont victimes les immigrés, il faut réagir vite. La mobilisation nationale organisée le 6 décembre en sera l'occasion.

Réagir vite contre les menaces racistes, ne pas accepter que l'immigration maghrébine soit érigée en bouc émissaire de la vague d'attentats actuelle, telle est la volonté de toutes les organisations antiracistes. Au moment où les immigrés sont soumis à une attaque importante, chacun se doit d'empêcher une accentuation des pratiques discriminatoires. C'est donc une vaste campagne d'explication, de mobilisation qu'il faut engager.

Cette tâche ne peut souffrir de délais imposés par une atmosphère d'union nationale. D'autant qu'elle s'inscrit dans la perspective d'une mobilisation nationale comme à d'autres occasions tout aussi décisives.

Souvenons-nous. Dans un autre contexte, lors de l'été 1983, une vague de crimes racistes s'étend à travers la France. Partie des Minguettes à Lyon, une marche nationale suscite une extraordinaire vague de solidarité et de mobilisation qui renverse le rapport des forces.

En 1984 et 1985, la manifestation nationale de décembre représente aussi un moment de lutte nationale pour l'égalité des droits.

Il ne s'agit pas à présent de sacrifier à un quelconque penchant pour les commémorations, mais bien de donner un coup d'arrêt à la montée xénophobe et ra-

ciste. C'est le sens de la mobilisation qui se prépare pour le 6 décembre prochain. Le large mouvement qui s'était développé contre les lois Pasqua, Pandraud et l'ensemble des projets sécuritaires du gouvernement débouche ici sur les exigences actuelles de la situation.

Le 20 septembre, s'est tenue à Paris une rencontre unitaire. Il en a émané un appel pour une campagne nationale se fixant comme échéance le 6 décembre. La FASTI, le CAIF, le MRAP, SOS-Racisme ont signé cet appel ainsi que plusieurs associations et partis, dont évidemment la LCR. De son côté, le conseil national de SOS-Racisme a adopté une motion unanime dans le même sens.

L'unité, dont les contours se dessinent, doit se concrétiser, s'enraciner dans les villes et les quartiers, s'étendre à toutes les forces démocratiques et ouvrières, notamment syndicales, pour permettre la mobilisation dans les entreprises.

Pour la jeunesse issue de l'immigration, directement concernée par les mesures actuelles, la bataille qui s'engage permettra également de démontrer sa force de réaction et son énergie farouche. Déjà, lors de la grève de la faim à l'initiative des Jeunes Arabes de Lyon, en mai et juin derniers, on avait assisté à une remobilisation des associations concernées.

Le cadre extrêmement ouvert et unitaire de la campagne présente peut permettre de dépasser les divisions et entraves et un réel travail en profondeur, à l'image des nombreux collectifs unitaires qui existent dans plusieurs villes. Toutes les associations peuvent y rassembler leur énergie tout en gardant leur spécificité.

A chacun maintenant de se déterminer, à commencer par le Parti socialiste et le Parti communiste, englués aujourd'hui dans le consensus national.

Albert Solal

POURQUOI MONTER DANS CETTE GALERE ?

Peu de voix se sont élevées au cours des derniers jours pour dénoncer la montée du climat xénophobe et raciste qui prenait prétexte des attentats parisiens. Les dirigeants de SOS-Racisme, Harlem Désir et Julien Dray, ont cru nécessaire d'initier un appel de personnalités qui, sous prétexte de réagir, mêle leurs voix à un concert douteux.

Il y a urgence aujourd'hui à combattre contre les atteintes aux libertés des immigrés. C'est donc en ce sens qu'allaient les premières déclarations de presse de SOS. Le terrain choisi par l'appel, paru le 17 septembre, est tout autre. Sa fonction essentielle est de conseiller la fermeté au gouvernement. « Nous n'avons

rien à espérer d'un marchandage sinistre aux dépens de notre souveraineté. » Dans quelle galère J. Dray, H. Désir et le Conseil national de SOS se sont-ils engagés par un tel texte ? Condamner les attentats, défendre les libertés démocratiques menacées, cela va de soi. Pourquoi se situer de la sorte dans une négociation secrète entre on ne sait qui et une puissance militaire et économique responsable, directement ou indirectement, de centaines de milliers de morts au Moyen-Orient ?

Persévérant dans leur errance, H. Désir et J. Dray ont appelé en leur nom propre à une heure de grève lundi 22 septembre « pour dire non au terrorisme », sans

plus faire mention des libertés démocratiques menacées. Le sens de cette « grève » s'éclaire lorsque les va-t-en-guerre, auxquels les dirigeants de SOS ont cru bon de faire appel, donnent le sens de leur appel.

Écoutons Kouchner, co-signataire avec Yves Montand : « La France n'est pas attaquée au hasard. Nous sommes fournisseurs d'armes au Moyen-Orient. Un pays vendeur d'armes doit prendre ses responsabilités. Tous les Français doivent les assumer. L'unité nationale est nécessaire et il ne faut pas laisser la police seule face au terrorisme. »

Vraiment qu'allaient faire J. Dray et H. Désir dans cette galère ?

L. C.

EMPLOI

DALLE, LE BOULOT EN BERLINGOT ?

Séguin demande conseil au roi des managers 1983... et quel manager ! Un spécialiste du berlingot !

Monsieur François Dalle, dirigeant des produits de beauté du groupe l'Oréal et des laits Nestlé, est un manager réputé. Son dernier plan industriel concernait l'automobile et lui avait été commandé par son ami personnel, le président de la République, François Mitterrand. Il prescrivait la méthode des licenciements en chaîne : soixante-quinze mille environ. Rien d'original ! Et proposait de réorganiser le travail dans les usines automobiles françaises suivant le modèle japonais. Zéro stock et travail flexible, zéro défaut et course à la rentabilité.

Le ministre Séguin vient de lui commander une nouvelle copie : les mille et un remèdes pour dénicher mille et un petits boulots. On remarquera qu'il s'agit, au fond, de la suite logique du plan commandé par le président Mitterrand. C'est la réponse à la question : comment caser et cacher les

soixante-quinze mille licenciés de l'automobile évoqués plus haut et les autres...

Dalle trouvera bien quelques remèdes. Il en a vu d'autres. Il y a vingt ans environ, il citait en exemple la méthode suivie par son entreprise pour développer l'industrie du shampoing¹. Alors que « Les Français et les Françaises avaient peu l'habitude de se laver les cheveux, ce qu'il fallait pour l'essor de notre industrie, poursuivait-il, c'était démocratiser l'emploi du shampoing. De là, l'idée des berlingots Dop qui étaient de toutes petites doses de shampoing conditionné dans de la matière plastique, vendues à des prix très abordables. Cette idée a amusé les consommateurs et les consommatrices de notre pays. »

Ce sont aujourd'hui de « toutes petites doses » de travail « conditionnées au prix le plus abordable possible » pour ceux qui l'utili-

sent, que va sans doute nous inventer monsieur Dalle. On retrouve d'ailleurs un principe identique dans les deux cas. Fabriquer des berlingots, inventer des p'tits boulots, des p'tits trucs qui peuvent rapporter gros.

Les meilleurs amis de Dalle, c'est connu, sont le président François Mitterrand et le responsable de l'UDF, André Bettencourt, propriétaire de l'Oréal, gros actionnaire de Nestlé, l'une des plus grosses fortunes de France. Les trois amis apprennent à cohabiter en « usant leurs fonds de culottes » côte à côte sur les bancs de l'école des pères maristes, à Paris, il y a presque un demi-siècle. D'où, peut-être, l'usage indifférencié qui est fait des idées du bonhomme : gauche ou droite, chacun son plan Dalle.

P.-M. B.

1. La France et le management, R. Priouret. Poche 1969, p. 96

Souvenons-nous, en 1983 et 1984, de la formidable vague qui traversait la jeunesse contre les crimes racistes.



GUERRE AU SUD-LIBAN

Le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, a rendu Israël responsable, par sa présence militaire au Sud-Liban, des « difficultés intolérables » rencontrées, selon lui, par les Casques bleus sur place.

Coincidence, le même jour, vendredi 19 septembre, la France déposait au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution stipulant le déploiement de la FINUL jusqu'à la frontière-sud du Liban et supposant le retrait total d'Israël. Pour le représentant français à l'ONU, « aucun élément armé étranger et non accepté par les autorités libanaises ne doit subsister dans la région du Sud-Liban ». Justement, une réunion s'est tenue, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 à Paris, entre Mitterrand, le ministre français de la Défense, André Giraud, et le général Imbot, patron de la DGSE. Façon sans doute de montrer la vaste marge de manœuvre et l'autonomie du gouvernement libanais dans cette affaire...

Il s'agissait pour le gouvernement

français de trouver une solution d'attente concernant les Casques bleus. Ceux-ci en effet ont fait l'objet d'une nouvelle attaque, à la roquette, le 19 septembre. Cinq d'entre eux ont été blessés. Une partie d'entre eux a donc amorcé un repli partiel, laissant neuf de leurs postes à un contingent népalais et regagnant dimanche 21 leur quartier général de Nakoura.

Seulement ce n'est pas précisément le moment qu'Israël semble devoir choisir pour restreindre sa présence militaire au Sud-Liban. Le gouvernement d'union nationale Likoud-travilliste n'entend pas tout d'abord laisser la FINUL empiéter ses plates-bandes.

Il s'est opposé à la requête de la France, d'accord en cela avec l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Vernon Walters. Les Casques bleus peuvent partir, Israël leur souhaitera bon voyage. Et surtout, Jérusalem n'exclut pas l'éventualité de représailles contre le hezbollah, ni d'une intervention accrue au Liban.

□ Cinq ans avant la catastrophe de Challenger, la NASA se penchait déjà sur le problème des fusées d'appoint à l'origine de l'explosion. Selon le *New York Times*, l'agence américaine avait donc déjà conscience des risques courus.

□ Les dirigeants de la guérilla ont refusé de se rendre à Sesoiri où les attendait le président salvadorien Napoleon Duarte.

APARTHEID ISOLE

Les contacts entre représentants officiels occidentaux et la direction de l'ANC se multiplient. Dimanche 23 septembre, Oliver Tambo, président de l'organisation sud-africaine, rencontrait successivement Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, qui a la haute main sur la diplomatie américaine vers ce continent, et Sir Geoffrey Howe, ministre britannique des Affaires étrangères. Selon l'ANC, Oliver Tambo devrait rencontrer le chef de la diplomatie américaine, George Shultz, le mois prochain en Zambie.

GUERRE SANS FIN

La guerre Iran-Irak vient d'entrer dans sa septième année. Aucun dénouement rapide n'est en vue et la seule perspective actuelle semble être la poursuite d'un conflit qui aurait fait selon des estimations occidentales 100 000 morts du côté irakien et 200 000 du côté iranien.

L'Iran a tenté de contrebalancer la supériorité aérienne de son adversaire par un engagement massif de son infanterie. Le président irakien Saddam Hussein, qui table sur la mort prochaine de l'ayatollah Khomeiny âgé de 86 ans, jouit d'un soutien diplomatique et matériel tant de l'URSS que de la France, fournisseur entre autres d'une cinquantaine de *Mirage F1*. L'Iran compte parmi ses appuis et fournisseurs aussi bien la Libye, plusieurs pays de l'Est et la Corée du Nord qu'Israël, soucieux d'affaiblir l'Irak, et la Chine.

CORY AQUINO AUX USA

Le voyage officiel aux Etats-Unis de la présidente des Philippines aura représenté pour elle un succès diplomatique et économique en même temps qu'un succès personnel.

Confrontée à une dette extérieure de 26 milliards de dollars, elle a réussi à convaincre le Congrès qui a voté à une courte majorité une aide d'urgence de 200 millions de dollars. Le secrétaire du trésor signalait lui un chèque de 100 millions de dollars d'aide économique et de 50 millions de dollars d'aide militaire. L'enveloppe prévue avant l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino s'élevait à 505 millions de dollars pour 1986 sera honorée.

Ayant rassuré Reagan sur le maintien des bases stratégiques US de Clark et Subic Ray, Cory Aquino espère l'avoir persuadé de sa recherche du dialogue avec le puissant Parti communiste des Philippines, qui n'a pas déposé les armes.

□ La compagnie française Framatome livrera à la Chine populaire deux réacteurs nucléaires de 900 mégawatts pour équiper la centrale de Daya Bay, située à soixante-dix kilomètres seulement de Hong-Kong, qui possède cinq millions et demi d'habitants. Le contrat dépasserait les cinq milliards de francs.

COURTS... ... METRAGES

CHERBOURG CAEN, BORDEAUX LICENCIEMENTS...

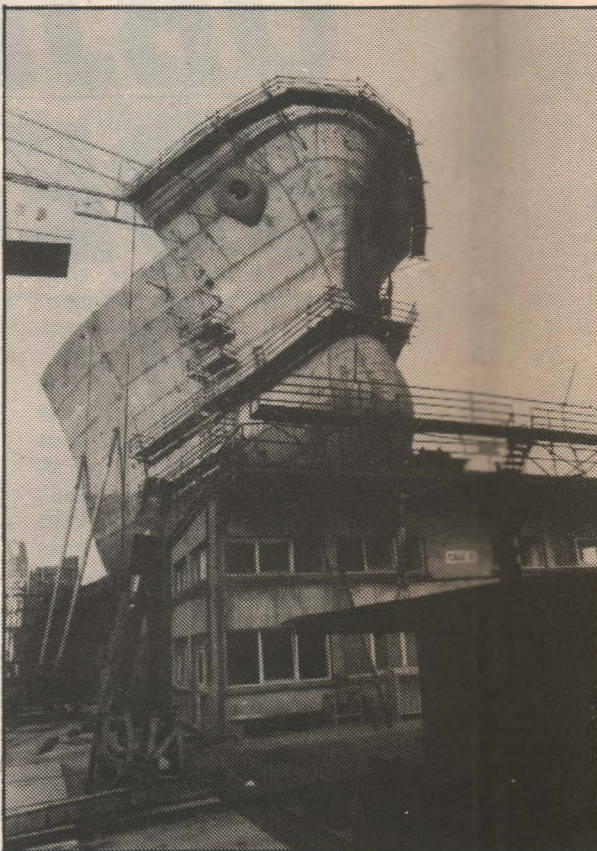
Dans le Nord Cotentin, la région de Cherbourg, le chômage a augmenté de 7,80 % en juillet par rapport à juillet 1985. Après la fermeture du chantier de l'UIE qui construisait des plates-formes de forage en mer l'an dernier, c'est le tour du chantier naval, les CMN (Chantiers mécaniques de Normandie). Cent quatre-vingts licenciements ont été annoncés, « complétés » par cinquante et une suppressions d'emploi à la SEPFVA, filiale du même groupe industriel que les CMN. Au même moment, soixante-cinq licenciements tombaient chez Socoval (textile).

Dans la région caennaise, c'est à la SMN (Société métallurgique de Normandie) que la nouvelle vient d'être annoncée : cinq cent trente suppressions d'emploi ! Réduction de 18 % des effectifs qui passerait de 3 330 à 2 800 salariés.

En Aquitaine, une étude récente de l'INSEE montre que les entreprises de plus de cinquante salariés de la région bordelaise ont perdu 3,6 % de leurs effectifs ces dix dernières années. Ça ne risque pas de s'arranger d'ailleurs, puisque l'on annonce la fermeture de la manufacture de cigarettes de la SEITA en 1987, dont les effectifs ont déjà été réduits de deux cent sept à cent trente-cinq personnes depuis 1985. Les cent quarante-cinq salariés du dernier chantier naval bordelais Aquitaine-Marine ont, quant à eux, toutes les raisons de craindre le dépôt de bilan... et n'avaient toujours pas reçu leur salaire d'août. L'agence Ponticelli, de son côté, annonçait la suppression de cent quatre-vingt-quinze postes de travail sur cinq cent trente. La Landaise de chaussure, enfin soixante-dix-neuf salariés, déposait son bilan.

Arrêtons là la liste...

□ « Nous souhaitons un homme novateur et efficace, nous avons vu apparaître un pépe, un pépe imbu des principes du bon vieux temps, mais particulièrement belliqueux, ne se souciant pas d'éducation mais commettant des actes gratuits, méchants et sans justification pédagogique. » Monory n'est pas vraiment apprécié par la FCPE, une organisation de parents d'élèves. Mais soyons juste, il y a un brin de vérité dans cette phrase.



□ A la Thomson-CSF de Gennevilliers, on parle beaucoup du terrorisme. Normal, quand on travaille dans une entreprise qui conçoit et construit les armes que la France vend sur tous les fronts du Moyen-Orient. « On vend à tout le monde », « c'est normal qu'on se fasse des ennemis », sont des réflexions qu'on entend souvent dans l'entreprise. La conclusion ? Il faut que la France se tienne du bourbier. Surtout du Liban où personne ne comprend ce que font là-bas les soldats français. Bref, les Français récoltent ce que la France a semé au Moyen-Orient.

GREVE A L'EDF

Depuis maintenant plus de dix jours, dans l'unité syndicale la plus complète (CGT, CFDT, FO, CFTC), cinq mille électriciens et gaziers sont en grève avec occupation totale des seize agences parisiennes et des cinq centres informatiques, bloquant ainsi toute la facturation. Des coupures sélectives (ambassades, ministères) ont lieu.

Ils demandent la levée de toutes les sanctions — mises à pied d'un mois de six grévistes — prise dans une agence et le retrait d'un projet de réforme de structure qui vise à déclasser tous les agents et à supprimer à terme 30 % des postes dans les agences.

Malgré les tentatives d'intimidation (huissiers, lettres individuelles), chaque jour, la lutte reconduite en assemblée générale se durcit face à une direction qui refuse obstinément de négocier.

FEMMES DANS UN MONDE DE TERREUR

« Le camion a déchargé un grand nombre de pierres et de cailloux, à côté du terrain vague, et puis on y a conduit deux femmes vêtues de blanc, la tête cachée dans un sac. Les pasdarans et la foule scandaient : "Allah Akbar" [« Dieu est le plus grand »]. Ensuite, ces deux femmes terrorisées à la pensée de ce qui allait se passer, et alors qu'elles ne pouvaient plus se tenir debout, sont prises sous une pluie de pierres et transformées en deux sacs rouges... Les femmes blessées tombent

par terre et les pasdarans écrasent leur tête avec une pelle pour s'assurer de leur mort. »

« Lapidation, ce n'est pas le mot, c'est un monde de terreur. »

Rapportant plusieurs témoignages qui lui sont parvenus sur les supplices auxquels elles sont soumises, jusqu'à ce que mort s'ensuive, des femmes accusées d'adultère, le Comité démocratique des femmes d'Iran souligne que « le silence de l'opinion internationale aidant, ces actes se sont reproduits

FETE A RADIO-BEUR

Radio-Beur émet depuis cinq ans en région parisienne (98,5 FM) et a été de tous les combats pour l'expression des jeunes issus de l'immigration et la défense de leurs droits. Cela se fête, et la fête aura lieu avec Aït Menguellet (chanteur berbère libéré récemment), Mounsi, Smain, Ben Larbi, Zohra, le samedi 4 octobre 1986 à 14 h 30 au Palais des sports (centre de l'Isle-des-Vannes), boulevard Marcel-Paul, 93 200 Isle-Saint-Denis (Pont de Saint-Ouen).

□ Yvon Chotard a des amitiés bien particulières. Il ne s'en est pas caché au cours de l'émission « 7 sur 7 ». Candidat à la présidence du CNPF, Chotard a regretté que l'« on ait trop tendance à traiter les hommes de l'extrême droite

separément », puisque « lui-même peut être d'accord sur certains sujets ». Par contre, il a poursuivi en condamnant « la doctrine communiste », déclarant qu'il « est prêt à se battre contre elle ». Si cela ne s'appelle pas de la haine de classe... En tout cas, il sait reconnaître ses amis, l'ami des patrons.

A EN PLEURER

IDOLES

Après le passage de Prince au Zénith, on annonce Pape au Firmament. Jean-Paul II (et je retiens trois) donnera un récital à Lyon du 4 au 7 octobre. L'artiste italo-polonais fera-t-il mieux que Billy Brumm, la formule 1 de l'Evangile ?

On confesse dans les milieux bien imbibés que Pape pourrait se présenter sur scène avec la valise en carton perdue par la petite Linda. Les sociétés Samsonite et Delsey sont sur les rangs pour sponsoriser l'opération.

Yves Montand et Bernard Tapie, qui souffrent de la concurrence, pourraient bientôt reprendre l'initiative. Le chanteur confirmerait sa candidature à l'Elysée pour 1988 : « Je suis pas plus bête que Reagan », nous a-t-il confié. Quant au patron, ses amis le pressent de se proposer en échange des otages français du Liban : parce que Tapie d'Orient.

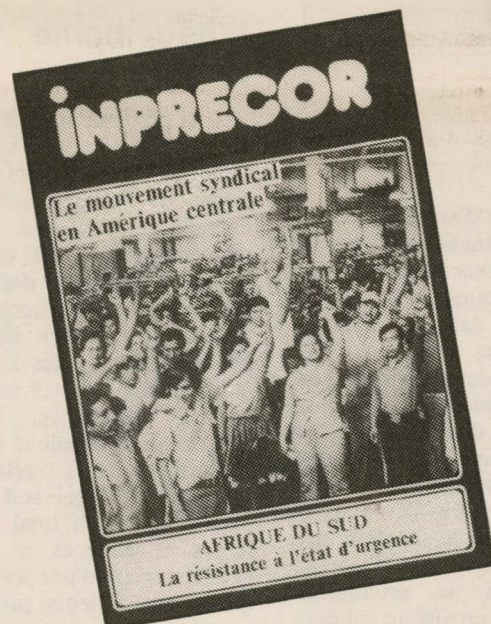
Mais que fait Jean-Edern Hallier ?

Nicolas Jeanson

GREVE UNITAIRE AUX FINANCES

Grève le 24 septembre des personnels de la concurrence, de la consommation et de la repression des fraudes du mi-

nistère des Finances à l'appel des syndicats CFDT, CGT et FO. L'abrogation des ordonnances de 1985 relatives aux prix, entre autres, les fait douter de la « réelle volonté du gouvernement d'avoir une politique de consommation ». D'autant que les suppressions d'emploi prévues dans leurs services sont les plus fortes du ministère de l'Economie...



VIENT DE PARAÎTRE

à plusieurs reprises depuis deux mois ».

Enfin, l'oppression se transforme en esclavage. On « regrette » généralement dans les pays occidentaux le retour du port obligatoire du voile ou le renforcement de la discrimination sociale qui interdit aux femmes d'acquiescer le droit à l'emploi au pays des Imams.

Mais aujourd'hui, les femmes iraniennes doivent également accepter la polygamie, ou le mariage « provisoire », en même temps qu'elles n'ont

que le droit de pleurer la mort de leur enfant, kidnappé, et envoyé au front pour alimenter la guerre Iran-Irak.

« Nous vous appelons au secours, au nom de l'humanité. Mettez en cause et interpellez le régime actuel sur ces actes bestiaux », conclut le Comité démocratique des femmes d'Iran. Cette solidarité-là est en effet des plus urgentes. A l'heure où l'Etat français préfère parler diplomatie et approvisionnement en armes avec l'imam Khomeiny.

COURTS... ... METRAGES

ELECTIONS AU PAYS DU CASSOULET

Le 28 septembre se déroulera l'élection législative partielle de Haute-Garonne. Ce scrutin ne changera pas les rapports de forces à l'Assemblée ni le sort des travailleurs du département. S'il constitue un test national, c'est uniquement parce qu'il permettra à la droite de vérifier l'adhésion à sa politique.

Reste qu'à gauche les enjeux ne sont pas mineurs. Le Parti socialiste joue en particulier gros. Le verdict des urnes lui permettra de mesurer la crédibilité de sa perspective d'un parti à 40 %. De ce point de vue, la candidature de Lionel Jospin répond à un double objectif : résoudre la crise du PS local, en mettant un terme à l'hégémonie des notables, et donner à la fédération de Haute-Garonne un leader susceptible de contester la mairie au fringant Dominique Baudis.

De son côté, le PCF — qui a perdu plus de la moitié de ses électeurs en dix ans — ne peut guère espérer que limiter la casse.

Les enjeux paraissent donc clairs, mais ils n'ont rien à voir



avec les préoccupations des travailleurs. Ce que justifie la démarche de la section toulousaine de la LCR qui, dès l'annonce de l'élection partielle, s'est adressée à toutes les organisations « à la gauche de la gauche », pour leur proposer la formation d'une « liste unitaire capitaliste, pour l'union dans les luttes ». Elle s'est heurtée aux refus de Lutte ouvrière, du PSU et du MPPT.

Dans ces conditions, notre organisation n'a pas jugé bon de se présenter. L'enjeu national n'était pas tel qu'il s'avère indispensable qu'une troisième liste d'extrême gauche s'ajoute aux deux candidatures déjà déclarées, et surtout les frais occasionnés par la campagne

auraient été trop importants. Pour autant, la Ligue n'est pas demeurée sur le bord du chemin. Elle est intervenue activement dans le débat, sur la base de ses orientations dans la situation politique présente. C'est pourquoi elle a organisé, le 23 septembre, un meeting en présence de notre camarade Alain Krivine.

Pour le 28 septembre, elle appelle les travailleurs à battre la droite et l'extrême droite et, en fonction des intérêts des travailleurs, à voter à gauche du PS et du PCF. Compte tenu des relations qu'elle entretient avec Lutte ouvrière, elle a demandé à tous ceux qui lui font confiance de voter pour la liste de cette organisation.

DREUX STIRBOIS CONTRE LA LCR

Quelques heures avant de parader place de l'Opéra pour y dénoncer péle-mêle le terrorisme et l'immigration, Stirbois, le second de Le Pen, témoignait devant le tribunal de Chartres contre trois antiracistes drouais accusés de coups et blessures volontaires par un militant du Front national, non présent à l'audience.

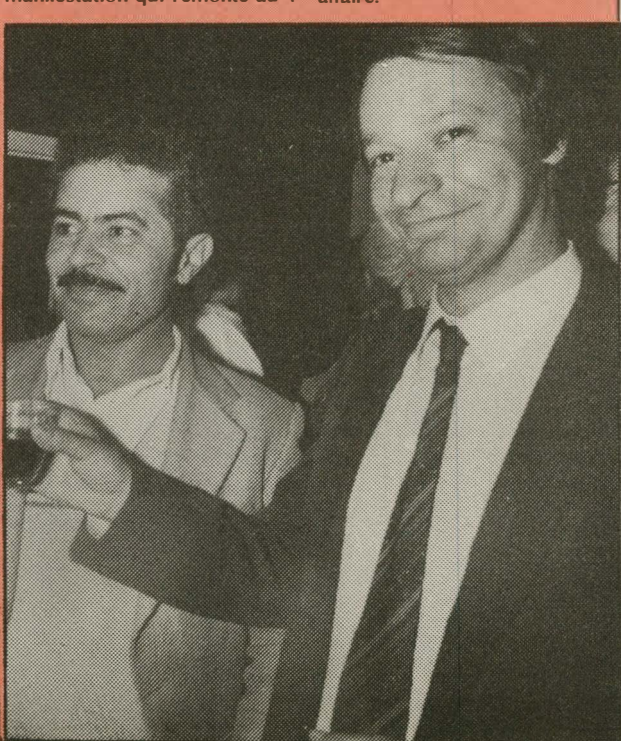
Depite peut-être que sa propre plainte n'ait pas été retenue par le tribunal, Stirbois, et l'avocat de la partie civile, membre comme de bien entendu du Front national, chargé de la LCR de tous les maux de l'humanité. Il est vrai que deux des accusés, Guy Cauchon et Gérard Mas, sont des

membres connus de la Ligue. L'avocat qui avait dû reviser avant l'audience le manuel du parfait anticommuniste tenta de démontrer que Cauchon, Mas et consorts étaient de dangereux agitateurs professionnels animés des désirs sanglants les plus virulents, et d'un grand talent pour manipuler les foules. Il n'omit pas au passage de faire référence aux derniers attentats commis à Paris...

Les camarades de la LCR avaient auparavant justifié tranquillement et politiquement leur présence lors de cette manifestation qui remonte au 4

septembre 1983. C'est à la suite des mauvais effets de manche de l'avocat d'extrême droite que le défenseur des accusés, maître Jean-Philippe Doré, démontra avec brio la faiblesse des charges pesant sur les prévenus, et souligna combien leur droit à manifester ce jour-là était encore plus qu'à l'habitude légitime, face à la démocratie qui s'était fourvoyée à Dreux ce 4 septembre 1983, jour de l'élection de Stirbois.

Le tribunal de Chartres s'est donné jusqu'au 20 octobre pour se prononcer sur cette affaire.



Un million et demi de Palestiniens vivent dans les territoires occupés en 1967 par Israël, sans aucun droit national ou civique. Leur résistance, leur vie politique n'occupe pas forcément le devant de la scène. Raison de plus pour faire le point aujourd'hui.

□ De notre correspondant

Le 5 juin 1986, les masses palestiniennes de Cisjordanie et de la bande de Gaza marquaient le dix-neuvième anniversaire de l'occupation israélienne par quelques opérations de caractère militaire, des jets de pierres sur des véhicules civils et militaires et une tentative avortée de grève générale à Jérusalem-Est.

Le responsable de l'administration civile de Ju-

daïssa un affaiblissement substantiel de la résistance des territoires occupés. Ce dix-neuvième anniversaire est pourtant une date hautement symbolique. Il marque dix-neuf ans d'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Pendant dix-neuf ans aussi, la Palestine a été divisée entre le régime hachémite de Jordanie et l'Etat sioniste selon les frontières créées par les accords de cessez-le-feu de 1948-1949. L'occupation par Israël de la Cisjordanie



Un camp de réfugiés palestiniens à Gaza il y a quelques années.

de séparation entre le Petit Israël et les territoires occupés en juin 1967.

Le choix actuel est entre un Etat binational, ce qui serait la négation du sionisme, ou une situation

dément majoritaire, réalisant de fait la "palestinisation" de la Palestine.

Des positions telles que celles défendues par Fari Noussaïde sont certainement marginales aujourd'hui et violemment attaquées comme défaitistes et antipatriotiques par l'ensemble des courants nationalistes. Elles ne reflètent pas moins les problèmes réels auxquels sont confrontés les Palestiniens des territoires occupés.

L'hégémonie de l'OLP

Si la politique israélienne d'occupation a connu différentes phases, alternant périodes de durcissement et libéralisation relative, les masses palestiniennes, elles, se sont opposées dès le premier jour de l'occupation à la présence israélienne. Depuis, elles n'ont fait que renforcer leur capacité de résistance, leur conscience nationale et leur détermination à refuser toute solution qui soit en deçà d'un retrait total des forces israéliennes et de l'établissement d'une souveraineté palestinienne sur les

territoires occupés en 1967.

La résistance s'est d'abord exprimée sous la forme d'organisation de réseaux clandestins orientés essentiellement vers des opérations armées, puis sous la forme de manifestations spontanées.

Dans la bande de Gaza, une situation de « double pouvoir » se mit en place entre 1967 et 1971, les forces armées israéliennes ne pouvant pénétrer dans les camps de réfugiés qu'avec de très grosses unités et étant obligées de vivre sur le pied de guerre même dans les centres urbains. Ce n'est qu'en 1971 que le général Sharon — déjà lui — et les parachutistes purent détruire la résistance armée locale au prix de plusieurs centaines de victimes, de ravages dans les camps de réfugiés, de déportations massives de population. L'étendue de la répression à Gaza explique pourquoi, aujourd'hui encore, la direction politique locale et les structures d'organisation des masses palestiniennes sont beaucoup plus faibles qu'en Cisjordanie. Car, alors que la bande de Gaza se trouvait en situation de guerre, les organisations

LES PALESTINIENS DE L'INTERIEUR

Implantation de colons israéliens en 1979 à Elon Moreh, en Cisjordanie, sur les terres saisies aux agriculteurs palestiniens.

dée-Samarie, le général Efraïm Fneh, pouvait se vanter du « calme relatif de cette journée anniversaire », et les déclarations triomphalistes de diverses organisations palestiniennes ne purent cacher, ni au yeux de la population locale ni à ceux des forces d'occupation, la dure réalité d'un

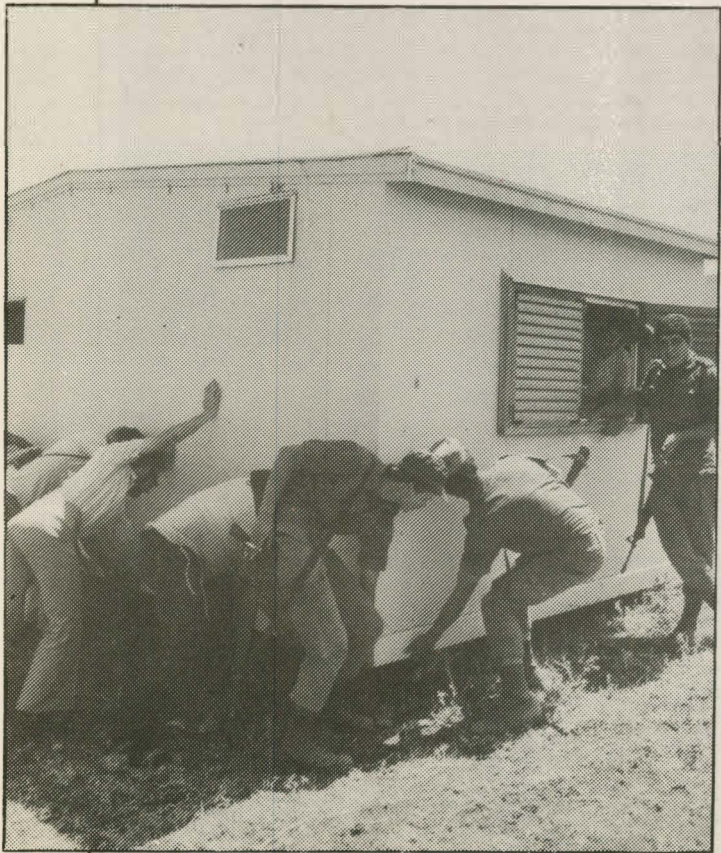
et de la bande de Gaza dure déjà depuis plus longtemps que l'occupation jordanienne, plus longtemps aussi que l'existence de l'Etat d'Israël dans ses frontières de 1948.

Irréversibilité de l'occupation ?

On comprend alors pourquoi, dix-neuf ans après, se font entendre de plus en plus de voix qui parlent d'irréversibilité de l'occupation et de la nécessité de développer de nouvelles perspectives pour les populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza. Le docteur Meron Benvenisti, ancien maire-adjoint travailliste de Jérusalem et dirigeant actuel du Mouvement pour les droits civiques, est aujourd'hui le porte-parole numéro un de cette thèse. Sur la base d'une grande quantité de faits économiques, sociologiques et démographiques, il est arrivé à la conclusion que l'économie israélienne ne peut exister sans les territoires occupés, que plus de 70 % des terres ont été définitivement confisquées, et que les quelque cent quatre-vingts colonies de peuplement rendent absolument impossibles tout retour en arrière et toute idée

formelle d'apartheid, ce qui est contradictoire avec les prétentions libérales et démocratiques du courant central dans le sionisme. Dans les deux cas, c'est l'échec du sionisme tel que l'entendaient les pères fondateurs de l'Etat juif. Les conclusions de Benvenisti sont discutables. Elles ont tout au moins l'avantage de présenter la situation telle qu'elle est, celle d'une occupation se prolongeant dans un provisoire qui dure.

Ce n'est pas un hasard si, au cours de l'année passée, se sont développées dans les territoires occupés eux-mêmes des critiques de plus en plus ouvertes contre la stratégie des organisations palestiniennes insistant, si ce n'est sur l'irréversibilité de l'occupation, du moins sur le fait que celle-ci est appelée à durer pendant de nombreuses années, voire des décennies. Le professeur Fai Noussaïde de l'université de Bir-Zeit, par exemple, vient de publier un article dans la presse palestinienne appelant ses compatriotes à exiger l'égalité des droits avec la population israélienne, ajoutant que « le problème n'était pas celui de libérer des territoires, mais bien de libérer le peuple (...) qui, de toute façon, vu les taux de natalité différents, deviendrait rapi-



Colons du Goush Emounim créant une colonie sauvage en Cisjordanie.



de résistance de la Cisjordanie mettaient sur pied au début des années soixante-dix un réseau d'organisations de masse et de cadres politiques qui, en 1975, encadrait l'ensemble de la population de la Cisjordanie.

La victoire de listes ayant eu l'aval de l'OLP aux élections municipales de 1975 et la déroute totale des notables préalablement liés au régime jordanien confirmaient l'hégémonie de cette organisation sur l'ensemble des courants de la résistance palestinienne. Toutes les tentatives israéliennes de mettre sur pied des directions alternatives ont lamentablement échoué.

Tout se passait comme si les autorités d'occupation avaient toujours un train de

Dans les syndicats et le mouvement étudiant, le Parti communiste palestinien a réussi à regagner une certaine influence depuis qu'il s'est, après la guerre d'octobre 1973, réorienté vers le mouvement national palestinien auquel il avait auparavant tourné le dos comme étant réactionnaire, terroriste et ultra-gauche.

On peut saisir l'impact des organisations internationalistes sur les masses palestiniennes quand on sait que les éléments bourgeois connus pour leurs liens avec le régime hachémite se sont senti obligés de se revendiquer de l'OLP, tels les maires de Gaza, Rachad A-Shawa, et de Bethleem, Elias Frej, voire même la famille El Masri de Na-



Deux sociétés face à face à Jérusalem.

légitime du peuple palestinien.

Un appel à la radio palestinienne à une grève ou une manifestation et c'était l'ensemble de la population qui se mobilisait. Un succès diplomatique d'Arafat ou une opération militaire réussie, et une nouvelle vague de mobilisation secouait les territoires occupés.

Le « soumoud » et ses limites

Mais au-delà du rejet absolu de l'occupation israélienne et de l'identification avec les organisations nationalistes radicales de l'OLP, quelle a été au cours de ces dix dernières années la stratégie de résistance des populations palestiniennes occupées ? « Notre stratégie, nous répondait il y a quelques mois, avant d'être déporté en Jordanie, Hassan Abdel Jawad, journaliste nationaliste du camp de réfugiés Deheishe près de Bethleem, c'est le « soumoud » [littéralement : tenir bon]. C'est la leçon principale que nous avons tirée de la tragédie de 1948, mieux vaut la terre que « l'honneur » [Jeu de mots qui signifie : « Mieux vaut rester sur sa terre au risque de se faire violer que sauver son honneur en devenant des réfugiés. »] Notre but est de tenir le coup et de s'accrocher. »

Une arrestation lors d'une grève générale en Galilée pour protester contre les expropriations de terres.



retard. Alors que l'OLP était encore un courant minoritaire, voire marginal. Israël se refusait à entamer un dialogue avec les notables traditionnels tels que le Cheikh Jaarbari de Hebron. Une fois l'autorité de l'OLP bien établie, les rencontres avec les notables n'avaient plus aucune chance d'aboutir. Quant aux collaborateurs notoires, telles les ligues de villages, ils ne furent jamais plus que des gangs de criminels, corrompus, menant une politique de terreur et de rançonnement de la population, renforçant encore l'autorité de l'OLP sur la population locale.

L'ensemble du mouvement de masse et des organismes nationaux, depuis le syndicat jusqu'aux universités, en passant par les organisations de jeunesse, les clubs, les associations de femmes, voire même les institutions islamiques est placé sous l'hégémonie des organisations nationalistes, tout d'abord le Fatah, ensuite le Front populaire de George Habache et le Front démocratique de Nayef Hawatmeh.

plouse et l'ex-ministre de la Défense jordanien, Anouar Noussaide. De fait, seuls les collaborateurs les plus patents ostensiblement liés aux forces d'occupation ont osé, au cours de la décennie passée, se placer hors de l'autorité de l'OLP, tous les autres courants acceptant de plus ou moins bon gré l'hégémonie de l'OLP et son rôle d'unique représentant

Grâce à l'appui financier venant de l'extérieur, des dizaines d'organismes ont été constitués, tous dans le but de faire face à l'occupation : aide sociale, aide aux familles des prisonniers, institutions scolaires de tout genre, formation professionnelle, projets de développement agricole, centres médicaux, etc. Il ne fait aucun doute que la stratégie du « soumoud » a rendu très difficile la tâche de certains collaborateurs et a facilité l'attachement de la population à sa terre et à son identité nationale.

Mais elle a aussi eu ses limites. En fait, le « soumoud » ne se donnait pas pour objectif de mettre fin à l'occupation, cela étant le rôle des organisations armées de l'extérieur et/ou des Etats arabes. Le « soumoud », c'est l'affirmation de la réalité nationale palestinienne sur la terre de Palestine et l'identification avec la direction nationale palestinienne à l'extérieur, c'est-à-dire avec les organisations de guérilla. De ce fait, la stratégie du « soumoud » n'a su mobiliser les masses palestiniennes que comme force d'appoint, comme soutien aux éléments moteurs de la libération basés à l'extérieur. Au cours des dix dernières années, il s'agit le plus souvent d'actions ponctuelles et héroïques que de l'application d'une stratégie visant à changer localement les rapports de forces entre l'occupant et la population. Cela permet également de comprendre pourquoi il n'y a pas réellement eu de direction politique locale capable de prendre des initiatives et d'élaborer une stratégie, mais plutôt des personnalités représentant localement les diverses composantes de l'OLP, et des cadres intermédiaires dont la tâche était d'appliquer la ligne élaborée et décidée à l'extérieur.

La répercussion de la crise de l'OLP

La défaite politique et militaire subie par l'OLP au

cours de la guerre du Liban ne pouvait pas ne pas avoir de graves répercussions dans les territoires occupés. La dépendance politique par rapport aux forces de l'extérieur rendait quasi inéluctable une crise dans les organisations nationales de l'intérieur et excluait ce que d'aucuns espéraient : un recentrage de la lutte palestinienne de libération nationale vers les territoires occupés.

La scission dans l'OLP va provoquer des scissions dans l'ensemble des structures nationales de l'intérieur. Même là où l'union a pu formellement être maintenue, c'est la ligne de l'organisation politique qui est appliquée, marginalisant complètement les autres

populaires. Plus grave que la division, le cours actuel de l'OLP a provoqué en outre un désarroi politique qui, pour la première fois, menace l'hégémonie du courant nationaliste sur les masses de Cisjordanie et de la bande de Gaza. En effet, le rapprochement effectué par Yasser Arafat avec le roi Hussein a redonné une légitimité au pouvoir hachémite et à ses répondants locaux. Depuis un an, on est témoin d'un retournement de situation : la ligne de démarcation entre l'aile dite modérée de l'OLP et le courant jordanien s'estompée, la direction de l'OLP ratifiant après coup les initiatives des notables projordanien, afin de laisser entendre qu'elle continue à contrôler la situation.

La rupture du consensus national permet à de nombreux notables et dirigeants locaux de prendre des initiatives politiques. Mais dans la situation politique actuelle, ces initiatives s'intègrent quasiment toutes dans les manœuvres américano-jordanien, entraînant même parfois la direction extérieure de l'OLP plus à fond dans la voie sans issue que les régimes arabes réactionnaires sont en train de tracer.

Des personnalités comme le maire de Gaza,



La région de Samarie en Cisjordanie.

courants. L'unité d'action qui avait caractérisé l'action des masses au cours de la dernière décennie a cédé le pas à une division profonde et à un sectarisme qui n'était plus de mise depuis très longtemps.

Il existe aujourd'hui dans les territoires occupés deux courants nationaux. L'un s'identifiant totalement à la ligne de la direction d'El Fatha, l'autre à celle du Front du salut national, le Front démocratique et le Parti communiste essayant de manœuvrer entre les deux, plus souvent d'ailleurs avec le Fatah.

Bien plus encore que la répression, cette division a provoqué une chute dramatique des initiatives politiques et des mobilisations

Ashawa, et le rédacteur en chef du quotidien *El Fajer*, Rhanna Seniora, ont accepté de rencontrer Thatcher et Bush, contre l'avis des représentants locaux de l'OLP, sans s'attirer une dénonciation de la part d'Arafat. Cela provoquera de graves tensions dans le Fatah lui-même et donc aussi une aggravation de la confusion au sein des masses.

Cette désintégration relative de l'hégémonie de l'OLP a su être mise à profit par les autorités israéliennes, surtout depuis que les travaillistes ont repris en main la direction des affaires dans les territoires occupés. Nous reviendrons sur ce dernier aspect dans un prochain article.

Michel Warschawsky

ACCORD A PETITS PAS

Premier accord depuis Helsinki entre l'URSS et les Etats-Unis sur le désarmement en Europe. Il est pourtant trop tôt pour parler de « dégel ».

Le 16 septembre 1986 sera retenu comme date officielle de la signature d'un accord à l'issue de la Conférence sur le désarmement en Europe

Enfin, il est prévu qu'un pays peut demander une vérification sur place en cas de doute. Le nombre d'inspections obligatoirement acceptables est de trois par an. La Conférence pour le désarmement en Europe, dont le principe avait été décidé il y a trois ans à Madrid, est ainsi le premier traité international entre pays de l'Est et occidentaux depuis l'accord SALT 2 sur les limitations des armes nucléaires stratégiques signé en 1979 par les négociateurs soviétiques et américains, mais que le Sénat américain a refusé de ratifier.

Elle prolonge aussi le dialogue instauré par les accords d'Helsinki de 1975 qui portaient sur trois domaines : le désarmement, les échanges commerciaux et scientifiques, et les droits

de l'homme. L'accord intervenu à Stockholm prend donc une importance certaine. Il faut aussi en voir les limites. Il ne concerne pas les armes nucléaires et spatiales, les essais nucléaires, les armes chimiques, et n'a aucune application européenne.

Nouveau sommet ?

La plupart de ces négociations sont bloquées. Gorbatchev a pris à plusieurs reprises l'initiative de propositions de limitation tant sur les armes de portée intermédiaire — ce sont en Europe les missiles soviétiques SS 20 et Pershing 2 américains ainsi que les missiles français et britanniques — que sur les armes spatiales et le programme

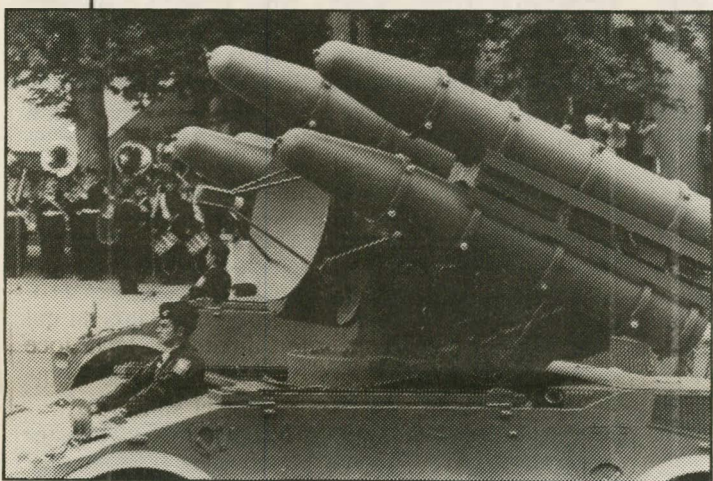
reaganien de « guerre des étoiles ».

Les Soviétiques viennent de faire connaître de nouvelles concessions. A l'occasion de son séjour à Washington où il a rencontré George Schultz et Ronald Reagan, le chef de la diplomatie soviétique, Edouard Chevardnadze, a fait savoir que l'URSS ne demandait plus la prise en compte des missiles français et britanniques pour parvenir à un accord sur les armes nucléaires à portée intermédiaire en Europe.

Venant après l'acceptation par l'URSS de la dissolution de cette question de celle des armes à portée stratégique et des armes spatiales, cette annonce place les Etats-Unis dans une position délicate pour refuser d'aller vers un accord. Un nouveau sommet Gorbatchev-Reagan est prévu après celui de novembre 1985 à Genève, qui devrait faire le point un an après dans les rapports Est-Ouest. Les sujets de désaccords ne manquent évidemment pas.

Des petits pas ont été faits : dégel entre Soviétiques et Israéliens, subventions décidées par Reagan aux exportations de céréales américaines vers l'URSS ; ce qui n'a pas plu à tout le monde dans le camp républicain que Reagan a habitué aux discours musclés. Mais la route est encore longue avant que l'on puisse vraiment parler de « dégel ».

Jean-Jacques Laredo



La France est signataire de l'accord Stockholm. Pourra-t-elle longtemps escamoter sa quincaillerie nucléaire ?

(CDE) de Stockholm. Trente-cinq pays — tous les pays européens sauf l'Albanie, les Etats-Unis et le Canada — ont adopté une série de mesures concernant les forces conventionnelles en Europe qui entreront en vigueur au 1^{er} janvier 1987.

Tout d'abord, les signataires s'engagent à ne pas recourir à la force en premier contre un autre pays signataire. La même disposition prévoit la coopération pour « prévenir et combattre le terrorisme dans les relations internationales ». L'accord prévoit ensuite un droit de regard sur les manœuvres militaires qui doivent être notifiées obligatoirement quarante-deux jours à l'avance dès qu'elles engagent 13 000 hommes ou 300 chars. A partir du seuil de 17 000 hommes, le pays organisateur devra inviter deux observateurs de chacun des pays.

Un accord limité

Un calendrier annuel devra être communiqué avant le 15 novembre pour l'année suivante. Les manœuvres engageant plus de 40 000 hommes devant être annoncées un an à l'avance et deux ans si elles atteignent 75 000 hommes.

Un accord dans le prolongement du sommet de Genève et qui prépare une étape ultérieure des négociations Est-Ouest.



A propos d'une condamnation

Cher Rouge,

Merci pour les articles sur les attentats et le terrorisme du n° 1223 : il est en effet indispensable de condamner car, comme vous dites, « rien ne saurait justifier que des innocents paient pour la politique de gouvernements sur lesquels ils n'ont aucune prise ». Et, en même temps, il faut en rappeler les causes : le pourrissement de la situation proche-orientale, provoqué depuis quarante ans, par les puissances occidentales et les caciques locaux.

Par contre, je suis déçu par l'article signé P.-M. B. qui semble condamner toute participation à la manifestation du 9 septembre à Paris, contre l'assassinat de vingt-quatre personnes à la synagogue d'Istanbul.

Il est tout à fait exact que certains groupes sionistes criaient des slogans racistes et antipalestiniens (« OLP assassin... ») et que les dirigeants du PS et du RPR ont embouché les trompettes de l'union nationale. Mais comment ne pas voir que la majorité des participants à cette manifestation était venue protester contre les meurtres racistes, anti-Juifs d'Istanbul ?

Ainsi, quand SOS-Racisme appela à l'unité des Juifs et des Arabes contre le racisme et le terrorisme, les va-t'en-guerre sionistes étaient-ils furieux : pour la seconde fois, ils agressèrent physiquement les premiers rangs « unitaires ».

Nombreux furent les porteurs de badge du Renouveau juif à désapprouver cette attitude belliqueuse de leurs dirigeants et à protester ostensiblement avec les « potes » de SOS-Racisme.

Alors, il faut le dire : le MRAP, la CFDT PTT et SOS-Racisme ont eu raison de manifester et de montrer concrètement que la meilleure défense contre l'antisémitisme, ce n'est pas le sionisme, mais l'unité et la fraternité des peuples contre tous les racismes.

Michel (Paris)

Notre lecteur a raison : la meilleure façon de combattre l'antisémisme, c'est la fraternité des peuples. Mais cela ne prouve que davantage qu'il était inopportun de coorganiser la manifestation du 9 septembre avec la droite et les mouvements sionistes. Car, en dépit des efforts du cortège de SOS-Racisme, sa tonalité dominante ne pouvait qu'être anti-Arabe. Nous continuons donc à penser que SOS a commis une grave erreur en paraissant cautionner un prétendu unanimisme national, en particulier par la présence de son président aux côtés de Malhuret, Dominati et des chefs du Renouveau juif.

C. P.

Tous les médias vous ont vanté les merveilles de l'informatique exposées au SICOB ces deux dernières semaines.

« Rouge » n'échappe pas à la règle.

Sauf qu'un coup d'œil au SICOB nous permet en même temps de faire le point sur les dégâts que peuvent causer la bureautique et la robotique à l'emploi, et d'expliquer pourquoi

le droit à la formation égale pour tous, en ce qui concerne les nouvelles technologies, est pour nous le complément indissociable de leur extension dans les ateliers et les bureaux.

Le plein emploi par la réduction du temps de travail nous paraît d'autant plus réaliste que les automatismes peuvent remplacer en partie le travail de l'homme.

Inutile de dire que c'est là une opposition radicale qui nous distingue des commentaires que vous risquez d'avoir lus ou entendus ailleurs.

Michel Morel



SICOB : dernière défense

La vague de la micro déferle bien au-delà des murs des entreprises et des bureaux...

Assez lugubres, tout de même, les tours de la Défense couronnées des sigles de l'UAP, du GAN ou d'Elf, par ciel gris, temps de pluie. Face au CNIT où se tient le SICOB, la cafétaria du centre commercial a sauté vendredi 12 septembre, dans la série des attentats macabres. Dégâts visibles et vitres béantes... Décidément, la modernité, on ne peut mieux symbolisée par le salon de la bureautique, n'est pas un monde à part dans une société en crise.

Le SICOB est l'exposition de tout le matériel qui concerne la bureautique, la gestion, l'administration des entreprises en quelque sorte. Un vaste panorama de tout un tas de trucs automatiques, électroniques, informatiques. Passons vite, mais évoquons tout de même les mille et une astuces de la communication téléphonique (Thomson, Alcatel CGE, Jeumont-Schneider), les rois de la duplication ou de la photocopie (Canon, Gestetner, Ricoh...), les appareils et machines à reproduire les plans les plus compliqués possibles, ou à envelopper, cacheter des lettres ou les adresser par dizaines de milliers, les trente-six moyens d'assurer la sécurité et le confort des installations « en tique » de quelque bureau que ce soit, et jusqu'à ce robot, que nous mentionnerons pour l'anecdote, qui reproduit la signature du PDG, avec le stylo de son choix, à des milliers d'exemplaires.

Tout cela donne un ton, une couleur, une ambiance à quelque SICOB que ce soit. La population des bureaux s'y côtoie : employés, techniciens, cadres, dirigeants d'entreprise... en nombre croissant à mesure que l'on grimpe dans la hiérarchie des cols blancs.

L'osmose paraît facile avec la population des vendeurs, démonstateurs, cadres et hôtesses peuplant les stands des fabricants de toutes les « merveilles en tique » qui viennent exposer au SICOB. Ambiance d'ensem-

ble plutôt bon chic bon genre.

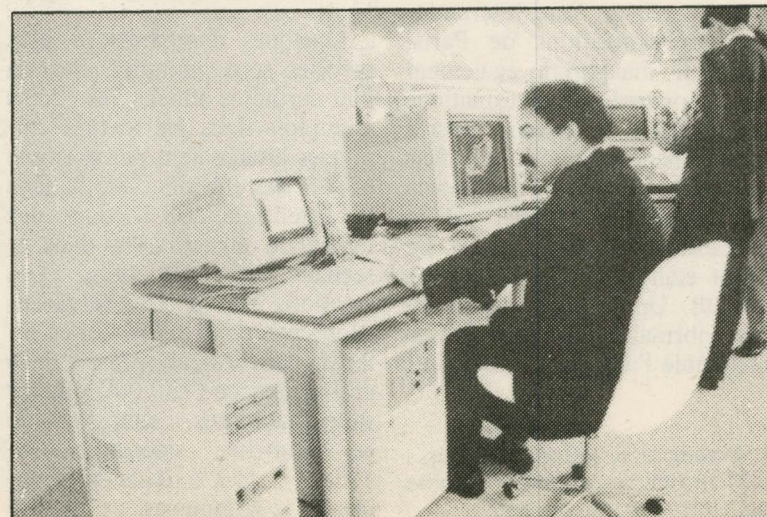
Mais le gros de l'affaire au SICOB, c'est évidemment la population des ordinateurs. Les gros, les petits, les micros et les minis. Tous les grands noms du business sont là. D'IBM à Burroughs (USA), en passant par Siemens (RFA), NEC (Japon), Bull (France) et les autres. Les autres, Amstrad par exemple, un constructeur curieux sur lequel nous reviendrons.

L'image de l'ordinateur est familière, clavier, écran... Déambuler dans les allées du SICOB vous permet de faire le tour des formes et des prix que toutes ces machines peuvent prendre, de faire l'inventaire de leur usage, de leurs fonctions, de la rapidité et de l'habileté avec lesquelles elles les remplissent. L'ordinateur ne sert en effet que par les programmes qu'il peut faire « tourner ». La visite des stands des principaux constructeurs de hardware (les machines, dans le langage du milieu) et de software (les programmes) vous fait donc faire le tour du dédale de toutes les comptabilités et méthodes de gestion possibles. Ici, l'on vous démontre le programme « garage » ; là, celui qui concerne l'hôtellerie, le négoce du bois, l'hôpital ou le commerce des vins et spiritueux...

Plus loin, vous pouvez assister à la démonstration d'une expertise de la comptabilité de votre entreprise, réalisée par ordinateur, ou à la mise sur écran de tous les plans et de tous les angles de vue possibles de la tour Eiffel au milieu de son environnement.

Ici, un démonstrateur vous résume et vous démontre les capacités des derniers produits de l'intelligence artificielle ; là, vous assistez au dernier cri de la CAO (conception assistée par ordinateur) qui vous permet de réaliser les plans nécessaires en moins de temps qu'il n'en fallait auparavant pour donner les consignes aux dessinateurs (ou presque...).

Mais la vague, le déferlement



du rejeton de l'informatique, la micro-informatique, dépasse aussi les murs des bureaux et des usines. Le micro-ordinateur devient le trait d'union entre le travail, l'entreprise et le loisir, le domicile personnel, l'individu et la famille. Bigre ! On s'approche du « fait » culturel.

Les stands des constructeurs qui rivalisent d'audace pour casser les prix en témoignent. Chez Amstrad, c'est quasiment l'assaut. C'est un petit stand, certes, mais la vingtaine de démonstrateurs et démonstratrices n'arrête pas de démontrer. Ce constructeur vient de lancer un micro-ordinateur qui peut rivaliser avec tous les autres. Il est « compatible IBM ». Il peut donc utiliser les programmes, les logiciels réalisés selon les normes qu'impose le premier constructeur mondial, tout simplement parce qu'il domine le marché, et que les concurrents doivent tôt ou tard s'y plier¹.

La seule différence apparente en ce qui concerne Amstrad, c'est le prix. Lui, il casse. Trois à quatre fois moins cher que les autres, en moyenne. Ce qui met les derniers cris de la micro à la portée des bourses moyennes. C'est l'ordinateur qui coûte plus cher qu'une télé couleur, mais moins qu'une machine à laver la vaisselle. Et qui tente le consommateur individuel, le curieux que le bricolage ne passionne plus, l'employé « intoxiqué », l'ouvrier qui touche à l'informatique depuis peu dans son atelier, le jeune étudiant ou l'entrepreneur bas de gamme. L'ensemble se mélange dans la clientèle du constructeur qui casse les prix.

D'accord ! Le SICOB n'est pas le salon de l'automobile. Les consommateurs individuels ne sont encore que des curieux dans une exposition largement consacrée aux « entrepreneurs », aux professionnels. Mais...

« 1987, le SICOB s'envole », annonce un dépliant. Toujours plus d'espace. Le salon quitte l'an prochain la Défense pour aller atterrir au Parc international des expositions de Paris-nord. Il inaugurera également une convention automatique productive. S'attachant ainsi à faire le lien entre tous les effets de l'informatique : du bureau à la production industrielle, de la bureautique à la productique. Le robot était jusque là absent du SICOB. Un signe. L'informatique normalise les différences, rassemble l'atelier et le bureau.

1. Comme pour les prix d'ailleurs : IBM en annonçant les siens impose aux autres ses propres tarifs.



Les mauvais emplois de l'informatique

Après l'automatisation des raffineries ou des centrales nucléaires, l'informatique et la robotique ont commencé à faire le tour des ateliers... La bureautique devrait maintenant s'engager « à fond » dans les bureaux. Question emploi, ça promet.

Un rapport publié l'an dernier sur l'informatisation de la profession bancaire par l'Agence de l'information (ADI)¹ avait fait grand bruit. Il prévoyait la réduction des effectifs de la profession en supprimant deux emplois sur cinq. Devant les vigoureuses protestations qui se sont élevées, il a pour le moment été remis dans un tiroir... N'empêche. L'avertissement pour les années qui viennent est de taille.

L'exemple est démonstratif des conséquences que peut avoir le développement de l'informatique, de la bureautique sur l'emploi. D'autant que le tertiaire, ces dernières années, restait seul créateur de postes de travail en épongeant ainsi, un minimum au moins, les avalanches de licenciements qui tombaient sur le secteur productif. Chiffres et indices sont toujours à manier avec des pincettes. Mais cette précaution prise, rappelons que les effectifs de l'industrie ont diminué d'environ 80 000 postes chacune de ces dernières années, les effectifs du bâtiment et des travaux publics (BTP) d'environ 30 000 tandis que ceux du « tertiaire » s'accroissaient de 150 000 environ.

Quelques comparaisons plus précises sont parlantes. Sur les huit dernières années, les chutes d'emplois dans les textiles chimiques atteignaient par exemple 63,7 % des effectifs, 38,5 % dans la sidérurgie, 68 % dans les mines de fer et 27 % dans le secteur machines-outils. Les créations de postes représentaient par contre 244 % des effectifs dans les cabinets d'études et d'assistance (150 000 salariés supplémentaires, l'équivalent de la branche sidérurgie en 1974...), 159 % dans le commerce de grande surface, 26,8 %

dans les hôtels-café-restaurants...

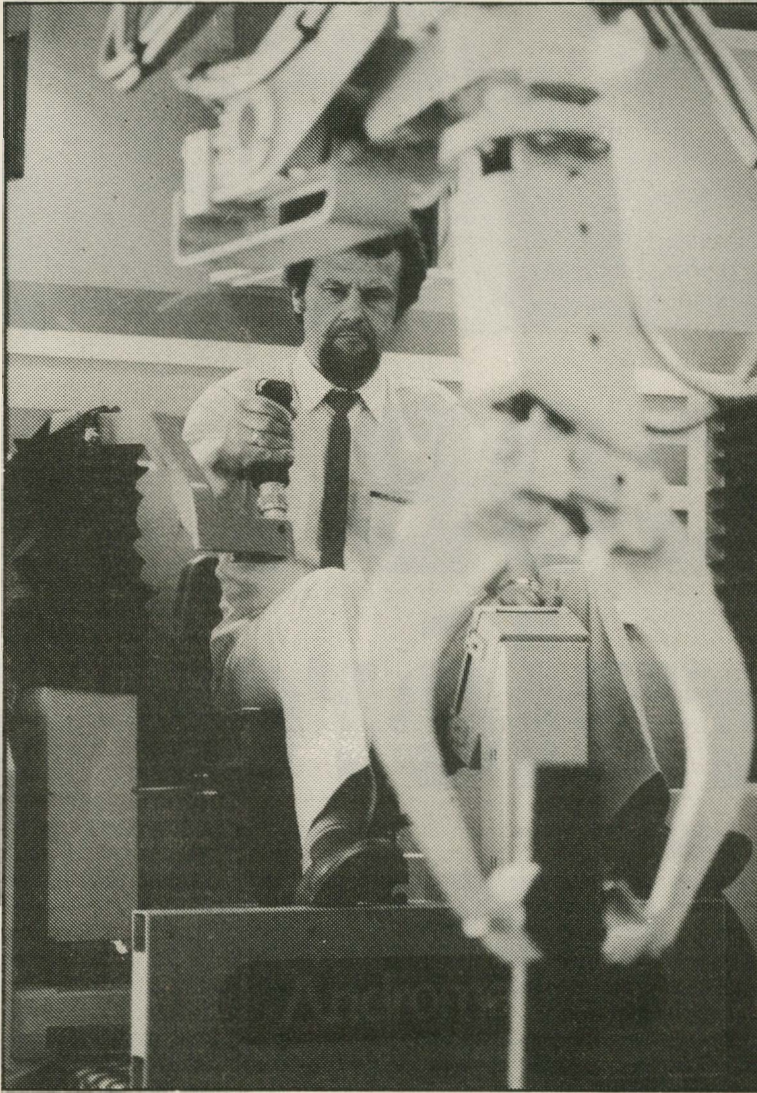
Encore faut-il préciser de quoi l'on parle à propos du tertiaire. Il existe peu de points communs entre les services énumérés ci-dessus, qui peuvent rester créateurs d'emplois dans les années qui viennent, et les services tels que les banques, la poste par exemple, qui eux ont cessé d'en créer.

Le secteur bancaire, en ce qui le concerne, ne crée plus d'emplois depuis 1976 environ. Une

certaine chute d'effectifs s'est même amorcée depuis 1979-1980. L'accélération de celle-ci, que peut entraîner une informatisation intensive, est maintenant plus ou moins à l'ordre du jour. Car tous les pronostics concordent : ce sont dans les années qui viennent les bureaux qui connaîtront l'informatisation la plus rapide, après que l'informatique, la robotique aient fait un premier tour des ateliers.

Le tertiaire cumule en effet un important retard dans l'automatisation, par rapport au secteur productif. Retard d'ailleurs curieux au premier abord, puisque c'est autour de la gestion, de la comptabilité des entreprises que l'informatique effectua ses premières armes. Mais la productivité des bureaux est (ou était) beaucoup moins importante pour les patrons que celle du secteur productif, même si elle était mesurable. C'est donc dans la production qu'ils investissent l'essentiel de leurs efforts. On estimait l'investissement en matériel à 150 000 francs par ouvrier et à 10 000 francs par employé dans les années quatre-vingt.

La robotique et l'informatique ont commencé à faire le tour des ateliers...



Inaugurée à partir des années cinquante dans les industries « de process » ou de « processus continu », telles que la pétrochimie, la fabrication du verre, du caoutchouc, la sidérurgie, les cimenteries, le nucléaire, l'informatique s'y développe à grande vitesse dans les années soixante à l'aide des ordinateurs de process. Jusqu'à automatisation complète, l'électronique restera par contre absente des ateliers jusqu'au début des années soixante-dix². Là, l'automatisation a dû attendre l'automate, le robot.

Il est difficile de mesurer exactement les effets de l'informatisation ayant déjà eu lieu sur l'emploi. D'autant que celle-ci débuta en période d'expansion, pour se développer aujourd'hui en temps de crise. Et il serait évidemment absurde d'attribuer à l'informatique l'intégralité des millions de chômeurs qui existent aujourd'hui dans les pays industrialisés.

Citons tout de même quelques estimations. Selon une étude du Département de l'emploi en Angleterre, l'informatique aurait supprimé environ 140 000 postes entre 1954 et 1969¹ ; cette

étude réalisée sur l'ensemble des secteurs en 1972 estimait à 670 000 le nombre de postes qui auraient été éliminés en 1980. Une étude réalisée en RFA en 1978 sur la mise en application de la micro-électronique dans l'ensemble des secteurs d'activité évaluait le taux de chômage qui en découlerait à 12 %, contre 4 % sans développement de la dite micro-électronique.

En France, selon une étude de la *Documentation française*, la mise en place des machines-outils à commande numérique (MOCN), des robots et des automates de grande série, ainsi que des ordinateurs de process devait porter à environ 110 000 les postes de travail en moins dans l'industrie à l'horizon 1985. Une étude globale portant sur les effets de la bureautique et de la robotique cumulées évaluée à 400 000 les suppressions d'emplois entre 1980 et 1985, dans l'industrie, les services et le tertiaire.

Rappelons, enfin, que le rapport Nora-Minc⁴, qui fit grand bruit à la fin des années soixante-dix, pronostiquait la diminution de 30 % des postes de travail dans les banques et les assurances à l'horizon 1990, après leur « modernisation-informatisation ». Le rapport sur les banques, cité au début de cet article, n'avait au fond rien de très neuf.

L'informatisation retire bien évidemment plus de postes dans les secteurs où elle s'applique qu'elle n'en crée dans les entreprises qui se disputent le marché de l'informatique. Contrairement à la légende, qui voudrait que le progrès soit à tout prix créateur d'emplois.

La gauche au gouvernement avait promis la création de 80 000 emplois dans la filière électronique... La réalité se traduisait par des suppressions de postes accrues, notamment après l'accord Thomson-CGE effectué avec la bénédiction de Laurent Fabius.

La filière électronique employait 223 000 salariés en 1970, 268 000 en 1975, 280 000 en 1977 comme en 1980 ; elle redescend actuellement vers le chiffre des années soixante-quinze ! L'informatisation, l'automatisation concernent aussi cette branche au premier chef. Contribuant ainsi à y supprimer des emplois, dans les ateliers qui fabriquent les produits électroniques...

La politique du gouvernement actuel, libéralisme oblige, ne visera en aucun cas à l'approvisionner en crédits publics pour inverser la tendance. Tous secteurs confondus, cette fois, l'in-

formatisation risque fort d'accroître dans les années qui viennent les méfaits de la crise sur l'emploi. □

1. Agence dirigée par... Alain Geismar.

2. L'automatisme était complexe à mettre en œuvre dans les entreprises dites de « formes » ; par opposition aux entreprises de process, l'automobile, la confection, l'électroménager... Là où il ne s'agit pas de conduire des réactions chimi-

ques continues (raffineries, nucléaire...) mais de fabriquer, de produire des formes d'après des côtes précises à partir d'un matériel donné par arrachage, torsions, pressions...

3. C'est la pleine période de l'au-

tomatisation des entreprises de process.

4. Publié en 1978. Alain Minc est aujourd'hui directeur financier du PDG d'Olivetti, De Benedetti, l'un des rois de la bureautique.

Formation contre sélection

Le droit à la formation est le complément indispensable du droit à l'emploi. On ne règlera certes pas le problème entreprise par entreprise.

L'informatique supprime des postes, et sélectionne ceux qui conserveront un emploi. Les résultats sont particulièrement criants dans l'industrie automobile ces dernières années. L'installation des automatismes dans l'atelier change radicalement le paysage. La mise en place d'une ligne de soudage par robots, par exemple, peut remplacer quatre lignes d'assemblage manuel. Soixante-dix emplois de soudeurs seront ainsi supprimés, tandis que quatre postes d'opérateurs, deux de maintenance, entretien, réparation et un de « manutention » les remplaceront. 70 contre 7.

On mesure rapidement le nombre d'ouvriers purement et simplement expulsés de leur emploi par la mise en œuvre de la robotique. Et par là même déqualifiés. Puisqu'un recyclage, une nouvelle formation sera indispensable à ceux qui assureront demain, éventuellement, le contrôle, la bonne marche de la ligne automatisée. Les heureux élus seront rares et les exclus nombreux.

Premières victimes : les OS. Ils fournissent le gros des charrettes de licenciements ; sans quasiment aucune perspective d'accéder à une nouvelle formation appropriée aux nouvelles technologies. Le droit à une formation égale pour tous est donc une exigence élémentaire, comme le droit au travail de chacun.

« C'est un axe de revendication important », soulignait Jean-Michel, ouvrier à Peugeot Sochaux interviewé récemment dans *Rouge* (spécial été n° 1219) : « La lutte syndicale a d'ailleurs souvent amené lors de conflits ou de débats l'exigence de ne plus être OS à vie. L'accès à la formation professionnelle est une revendication ancienne (...) Mais, poursuivait-il, il faut un sacré niveau de conscience pour maintenir cette revendication face au système (...) Beaucoup ont un sentiment d'impuissance par rapport au processus qui est en-

gagé, on ne peut pas obliger Peugeot à former mille personnes à travailler sur une ligne de robots, s'ils n'en ont besoin que de cent. »

C'est l'évidence. On ne règle pas plus le problème du droit à la formation usine par usine, que l'on ne règlera celui de l'emploi, en général, boîte par boîte. Mais la revendication du droit à la formation n'en devient pas moins l'indispensable complément du droit à l'emploi. Tout comme le refus des licenciements, l'exigence de la réduction du temps de travail, les trente-cinq heures.

D'autant plus que l'accélération de l'informatisation, son extension dans les ateliers et les bureaux seront la réalité quotidienne des années qui sont devant nous. On estime à 2,5 millions le nombre de salariés qui utilisaient des matériels informatisés en 1985 ; les prévisions — optimistes ? — avancent le chiffre de 6,5 millions pour le début de la décennie 1980. Dans les bureaux, l'informatique touchera peu à peu toutes les fonctions. Partie de la comptabilité, elle fait et fera des ravages dans les rangs des dactylos avec les systèmes divers de traitement de texte, ou dans ceux des dessinateurs industriels avec la Conception assistée par ordinateur (CAO)... L'exigence du droit à la formation concerne et concernera donc de plus en plus largement toutes les catégories de salariés.

Comme elle touche également tous ceux et toutes celles qui n'ont pas ou plus de travail : les chômeurs. Certains ont d'ailleurs été licenciés parce que la formation nécessaire leur faisait défaut pour conserver un poste de travail après le passage de l'informatique.

Mais le droit à la formation, au recyclage, concerne aussi tout particulièrement les femmes. Celles qui travaillent déjà, en grand nombre, dans le tertiaire qui sera justement frappé d'informatisation croissante dans les années qui viennent. Tout comme celles qui voudraient

avoir un emploi et souffrent dès le départ du handicap traditionnel favorisant l'accès de la formation professionnelle aux hommes, les nouvelles techniques n'ont aucune raison de réduire cet état de fait. *A fortiori* en temps de crise. C'est donc une exigence accrue de droit à la formation, au recyclage qui va de pair avec la revendication du droit au travail des femmes.

Le souci vaut tout autant pour les jeunes. Les CAP et les BEP du cycle technique court ont déjà

en fait à accepter la société à plusieurs vitesses. La société des p'tits boulots, dont Séguin, Dalle, Maire et consorts ne cessent de nous rebattre les oreilles. Nous n'avons pour notre part aucune raison d'admettre la marginalisation croissante imposée à tous ceux qui resteront écartés des possibilités de formation à l'usage des nouvelles technologies.

« Un tel droit n'est après tout que la suite logique (...) dans un Etat développé comme le nôtre du

Référendum suisse pour la formation

L'initiative pour une formation professionnelle et un recyclage garanti lancée par le PSO (section suisse de la IV^e Internationale), et soutenue par de multiples organisations ouvrières et populaires, passe en « votation populaire » (référendum) le 28 septembre.

La Brèche du 6 septembre reproduit à ce propos une interview du secrétaire de la fédération des syndicats chrétiens du canton de Fribourg dans lequel celui-ci souligne entre autres à propos des nouvelles technologies : « Ce n'est pas avec deux ou trois classes pilotes d'écoles secondaires faisant de l'informatique qu'on va préparer les jeunes et les initier à ces nouvelles techniques. Or, il est évident que dans un proche avenir

beaucoup de salariés seront confrontés aux nouvelles technologies, notamment dans le secteur des services. Ceci met bien en évidence la carence du système actuel d'apprentissage qui, avec la parcellisation croissante des métiers, n'offre pas une formation de base suffisamment large et solide. Tous les travailleurs devraient pouvoir bénéficier d'une formation sur les nouvelles technologies de six mois à une année au moins (...) L'initiative, souligne également le syndicaliste fribourgeois, propose une amélioration certaine pour tous les laissés pour compte de notre système. Je pense en particulier aux jeunes de la deuxième génération d'immigrés, à ceux qui ont eu un curriculum scolaire difficile, et aux femmes. »

tendance à se dévaloriser, sans parler du sort qui attend ceux qui n'ont pu les obtenir. Les entreprises tendront à employer des jeunes de plus en plus qualifiés, niveau Bac, BTS, dans des postes qui n'exigeraient pourtant pas cette qualification-là...

Se croiser les bras devant l'extension de l'informatique et des nouvelles exigences de formation qu'elle entraîne reviendrait

droit à l'instruction primaire. » Ce point de vue, exprimé dans le journal *la Brèche* — organe du Parti ouvrier socialiste (POS) — par la vice-présidente de la commission féminine du PS suisse à propos de la campagne que mène le POS pour le droit à une formation professionnelle et un recyclage garanti (voir encart), vaut tout autant de ce côté-ci dans Alpes. □

LE MAGICIEN DU SEPTIEME ART

Quarante-huit ans, une notoriété sans égale dans le monde de la bande dessinée, une sorte d'émerveillement perpétuel, de poésie brute et de curiosité insatiable font de Jean Giraud, dit Gir, dit Moebius, à la fois le plus jeune de tous les dessinateurs, mais aussi le plus étonnant magicien du septième art. De passage à Paris, nous l'avons rencontré, quelques jours avant la sortie du dernier album des aventures du lieutenant Mike S. Blueberry : « le Bout de la piste » (Editions Novedi).



Jean Giraud.

□ Le Bout de la piste sort ces jours-ci en librairie ; s'agira-t-il du dernier épisode de Blueberry dessiné par Gir ?

Jean Giraud — C'est très difficile d'abandonner un personnage comme Blueberry. Un dessinateur qui abandonnerait volontairement son héros, cela ne se serait jamais vu ! C'est un peu comme si un père abandonnait son enfant...

nourri la référence au genre lui-même...

Depuis *Angel Face*, on me pose souvent la question : « Cet album est-il le dernier ? » En fait, c'est vrai que je suis un peu fatigué de dessiner cette série, pas une vraie fatigue, mais quelque chose qui vient de la difficulté à la réaliser. Elle est difficile du point de vue graphique car c'est un genre qui m'impose une discipline très stricte : et la seule façon de le faire correctement

thousiasme et lorsque celui-ci s'effrite, on reste dans un genre bourré de conventions... D'où ma tentation de briser un peu les « codes » et d'envoyer mon héros dans des zones plus lointaines, plus inhospitalières. C'est peut-être, simplement, un moyen de rompre avec la tentation de dessiner « classiquement », « professionnellement » cette série.

□ On parle assez régulièrement d'adapter Blueberry au cinéma.

J. G. — Oui, et c'est un peu l'Arlésienne ! Beaucoup de projets ont été conçus mais ils ont tous avorté. Il y en a un en cours mais il pose certains problèmes, car une production française qui n'envisagerait pas d'aller tourner aux USA s'exposerait à un fiasco. Ce projet risque donc de manquer d'ampleur et d'ambition... et pour l'instant il sommeille...

□ Tu es par contre de

Outre la parution du *Bout de la piste* chez Novedi qui risque fort d'être l'album du trimestre, Jean Giraud est au catalogue d'Aedena pour une série impressionnante de projets à paraître courant octobre ou novembre :
— une sérigraphie avec Milo Manara ;
— une sérigraphie avec Liberatore ;
— trois enluminures au pochoir dont une avec

Geof Darrow ;
— une sérigraphie reprenant la superbe couverture de l'album *la Jeunesse de Blueberry* ;
— un portable à tirage limité *Cristal Saga*, comprenant dix illustrations quadri inédites ;
— enfin, la réédition de *Tueur du Monde* introuvable depuis 1979.

Bref, un dernier trimestre 1986 placé sous le double signe de Giraud et Moebius !

plus en plus sollicité par le cinéma.

J. G. — Si l'on veut... Par exemple pour le film *Internal Transfer* qui traîne un peu, il m'est difficile de garder un enthousiasme permanent sans tenir compte des contretemps. C'est bien sûr différent pour les professionnels du cinéma qui enchainent film sur film ; mais pour nous, qui n'avons pas d'expérience professionnelle dans le milieu, c'est très difficile.

Depuis mon investissement sur le premier projet de *Dune* avec Jodorowski, pour lequel j'avais énormément travaillé (neuf mois d'affilée !), dessinant tout le story-board, les costumes et les décors. J'ai donné ma collaboration à *Alien*, puis pour les *Maîtres du monde* et à *Tron*. Dernièrement, j'ai participé à une adaptation par les Japonais du *Little Nemo* de W. McCay, et même à un western tiré d'une BD japonaise (*le Shogun assassin*) !

□ Et le projet Disneyland ?

J. G. — Là encore, j'ai beaucoup travaillé (croquis, esquisses de décors). Le travail s'est fait en commun avec George Lucas et le staff de Disneyland et doit aboutir à une espèce de « tomorrow land » (qui compte tenu de l'évolution fantastique des technologies risque fort de devenir un « yesterday land »...) mais où les visiteurs se retrouveront transportés dans le monde de la Guerre des

étoiles et des autres films de Lucas...

□ On a pu voir récemment des publicités que tu as réalisées pour vanter « l'esprit pionnier » d'une banque...

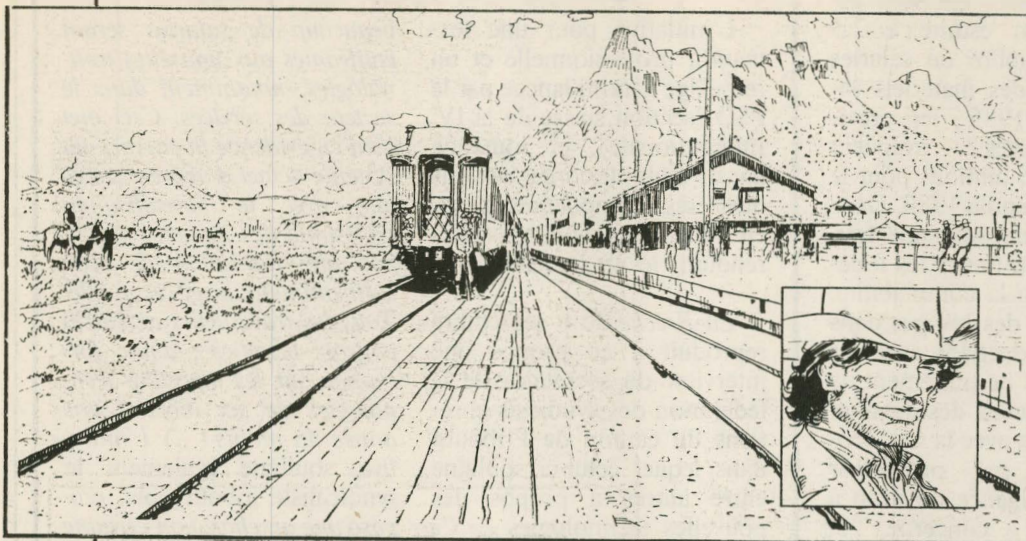
J. G. — L'exercice publicitaire m'amuse toujours beaucoup, surtout entre deux projets. Toux ceux que j'ai réalisés (Eram, Europe Assistance, Citroën...) n'ont jamais été des contraintes mais au contraire m'ont permis des échappées entre deux albums.

□ Tu es édité chez Aedena... et tu as l'air de t'y sentir plus à l'aise que chez des éditeurs aux moyens plus importants.

J. G. — Aedena est un lieu magique, plein d'idées, de mélanges, où l'on pratique une alchimie qui donne des résultats assez étonnants, et assez différents de ce qui se fait habituellement. Jean Anestay a toujours des idées très stimulantes du genre : « Et si tu faisais une sérigraphie avec Manara ou avec Liberatore ? » Toutes choses qui ne peuvent que piquer mon intérêt. C'est vrai, je m'y sens bien, et le fait que de plus en plus de dessinateurs éprouvent l'envie de venir y faire un tour est très significatif de l'ambiance qui y règne.

Propos recueillis par Michel Laszlo

à Paris
le 10 septembre 1986



Le Bout de la piste, de Gir

Même s'il s'agit d'un personnage de papier, c'est un personnage vivant, qui vit non seulement à travers la bande dessinée, mais surtout à travers le genre du western.

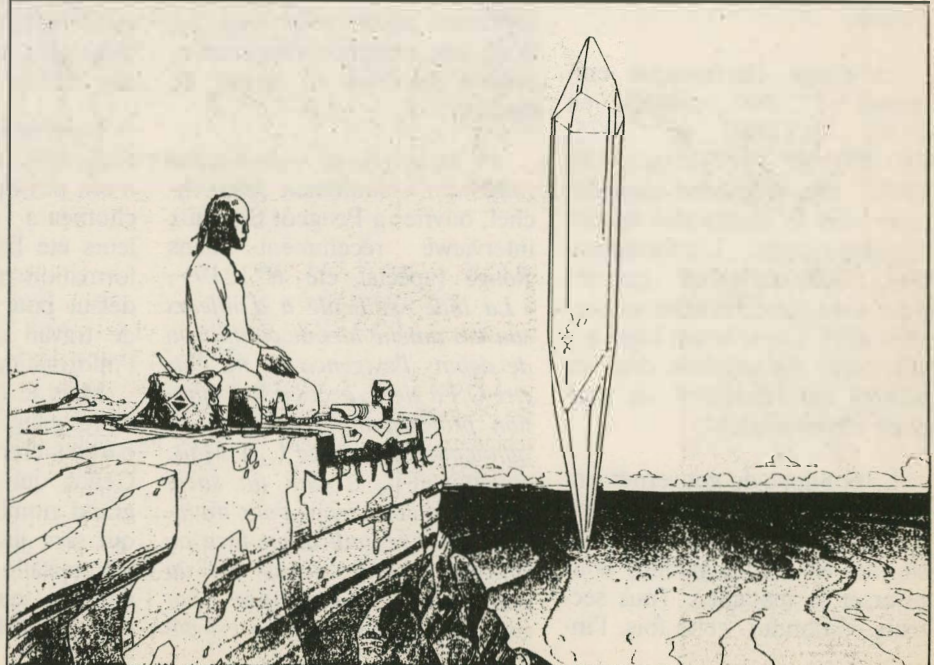
Or, actuellement, il n'y a quasiment plus de référence au genre westernien, qui n'est plus alimenté alors qu'il a été très longtemps en osmose complète avec le cinéma : une osmose qui n'était pas tant en rapport à la réalité historique de l'Ouest (bien qu'il y ait eu des relations quasi-documentaires) mais bien plus par rapport à ses représentations cinématographiques. D'une certaine manière, Blueberry s'est nourri et a

c'est en s'y investissant énormément, un peu comme un enfant qui par le seul jeu de son imagination invente dans le terrain vague où il joue le décor de l'astéroïde désert ou de l'Ouest sauvage.

□ Tu avais pourtant affirmé il y a quelque temps que tu avais envie de « malmener » Blueberry.

J. G. — C'est vrai, j'ai eu cette envie de le torturer un peu, d'utiliser la charge effective potentielle que j'ai mise sur mon personnage pour faire scandale. C'était un peu un signe des temps, un espace d'iconoclastie. Dessiner une série comme Blueberry demande un en-

Christal Saga, de Moebius.



ET SI ON COINÇA LA BULLE ?...

La Convention de la bande dessinée

A partir de ce vendredi, et pour toute la durée du week-end, la grande Halle de la Villette va abriter la Convention 1986 de la bande dessinée, convention qui regroupe les stands des libraires venus de toute l'Europe francophone, les albums rares, anciens ou mythiques.

Côté nouveautés, il y a le choix...

Fantastique, heroïc-fantasy sont des ingrédients de plus en plus prisés par les adolescents du siècle. Le journal *Tintin* et les éditions du Lombard possèdent en Grzegorz Rosinski un dessinateur hors pair qui s'inscrit en plein dans cette veine. Entre deux albums de *Thorgal*, sa série fétiche, Rosinski continue de dépeindre un futur qui ressemble trop au lent glissement de notre présent. Le troisième volume de *Hans : les Mutants de Xanaia* en est une nouvelle illustration. Les mutants, qui ont calqué leurs sentiments sur ceux des humains, n'en ont retenu que la cruauté et la haine. Comme aime à le dire Rosinski : « *Il n'y a pas de lignes droites dans la nature, même l'horizon est un peu courbe. Les choses qui sont droites ont toujours été créées par l'homme, et je ne les ressens pas...* »

A l'ombre des Dieux, de Sonk et Convard, dans la collection Histoires et Légendes, et le septième album d'Aria dessiné par M. Weyland, le Tribunal

des corbeaux participent également de cet engouement pour le fantastique.

Toujours au Lombard, le cinquante-troisième Chick Bill (*Trois Coups pour le sénateur*) et le quarante-deuxième Ric Hochet (*la Liste mortelle*) tous deux dessinés par Tibet, mais aussi le cinquième album de Gine : *Ecrit par la tempête*, une nouvelle aventure du capitaine Sabre, un héros qui rappelle à la fois Corto Maltese, Bernard Prince... et Lord Jim ! C'est une série très attrayante qui mêle astucieusement les genres.

Mêler les genres, briser les tabous, les codes et les a priori, c'est la stimulante leçon d'édition qu'assène régulièrement Futuropolis à ses lecteurs. Et la petite collection X est une pépinière inégalable. A noter d'une croix ce mois-ci, *Colonie de vacances* d'Imagex au superbe graphisme, *Opération nostalgie* de Guillou et Tarick, surprenante balade afghane pour déserteur de l'Armée rouge... et *Batmax* de Lob, la reprise (enfin !) des premières planches de l'Homme au landeau.

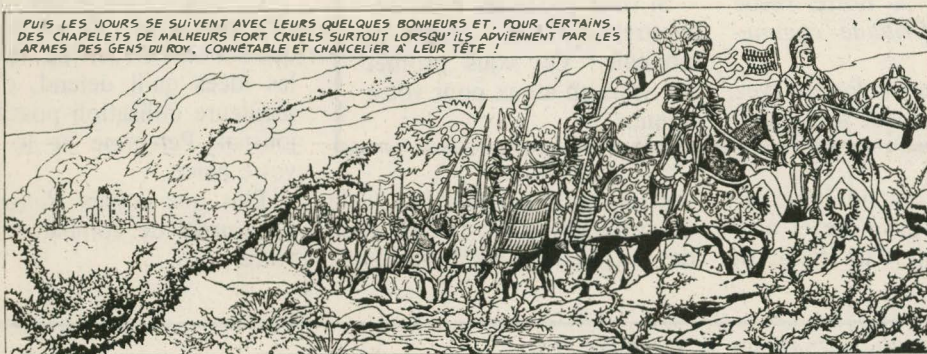
Après Calvo et Poivet, la collection Copyright bleue continue la réédition des grands pionniers de la B.D française. Voici donc Alain Saint-Ogan et les premières aventures de *Zig et Puce* (et Alfred) qui ne manquent pas d'influencer un certain Hergé...

A la grande époque du journal *Spirou*, les histoires de l'Oncle Paul faisaient figure de monument du classicisme. Avec une salubre iconoclastie, une sacrée équipe livre avec *les Histoires merveilleuses de l'Oncle Paul* (le pluriel est de rigueur !) un savoureux album à l'humour décapant (éditions Vent d'Ouest).

La rentrée chez Casterman est, elle aussi, placée sous le signe de la qualité. Le dernier album de Ceppi, *Captifs du chaos*, nous ramène Stéphane aux prises avec un trio de petits malfrats durant la mousson indienne. Etouffant huis-clos et très belle mise en images. Aux antipodes (du genre...), François Bourgeon continue sa fantastique saga, *les Compagnons du crépuscule*.

En rééditant avec le second album (*les Yeux d'étain de la ville glauque*) le premier titre épuisé dans leur collection Studio, les éditions Casterman proposent des cahiers supplémentaires comprenant esquisses, aquarelles, et surtout documents de recherches qui ont permis à Bourgeon de lier cet épisode magique de la Guerre de cent ans aux récentes recherches menées en Bretagne et dans la Forêt noire par des historiens sur l'animal de Tollund. Ces informations sont encore plus passionnantes que les albums !

Michel Laszlo



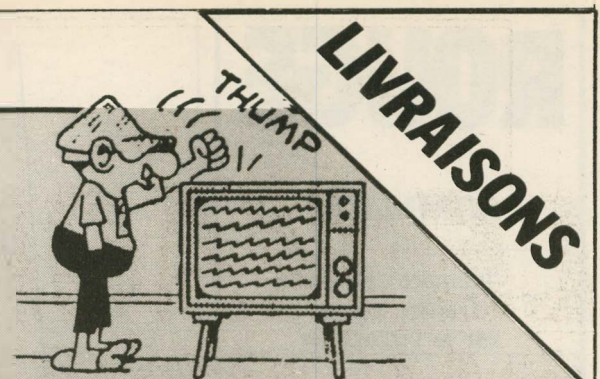
Le Lys et l'Ogre, de J. Pleyers et J. Martin.

LIVRES

□ **LE LYS ET L'OGRE**, de Pleyers et Martin. Plus vénénéux que jamais, le cinquième volume des aventures de Jhen (ou Xan), le « compagnon » de Gilles de Rais, est un récit encore plus maléfique que les précédents. *Le Lys et l'Ogre*, qui fait du futur Louis XI le témoin des affaires démo-

niaques du Connétable de France, est un récit envoûtant qui provoque à la fois intérêt et malaise. Le dessin, ultra-fouillé et comme torturé lui-même, ne participe pas moins que le scénario de Jacques Martin à cette pénible sensation. Pleyers est en train de devenir l'un des plus purs enlumineurs du septième art... *Le Lys et l'Ogre* de J. Pleyers et J. Martin (éditions Casterman).

□ **SAMBRE**, de Yslaire et Balac. Le romantisme reviendrait-il à la mode ? En plaçant leur superbe album sous le parrainage de Musset, Yslaire et Balac ont-ils voulu rappeler en cette époque terriblement matérialiste les fureurs contenues des passions romantiques ? Le résultat en tout cas est surprenant ; voici à coup sûr l'un des meilleurs albums de l'année, mis en couleurs et en images de façon somptueuse par le dessinateur de la série Bidouille et Violette chez Dupuis. Il y a sous la fureur et la violence des passions une tendresse qui rappelle que même au cœur des passages les plus échevelés des *Hauts de Hurlevent* se faisait entendre le souffle lent et régulier d'une profonde sensibilité. *Sambre* est de ce monde-là... *Sambre : plus ne m'est rien...* de Yslaire et Balac.



Rarement vu une semaine aussi terne... Sauvons quelques rares moments...

☆ **Lundi 14 h 40 (TF 1)** *la Splendeur des Amberson*, d'Orson Welles avec J. Cotten et A. Baxter. Même en VF et en plein après-midi, la diffusion de ce film beaucoup plus intimiste que *Citizen Kane*, mais qui souffle la magie de la passion, constitue un rendez-vous à ne pas manquer.

20 h 30 (FR 3) *la Bourse ou la Vie*, de J.-P. Mocky avec Fernandel, J. Poiret et M. Galabru. Dialoguée par Marcel Aymé, cette pochade a des côtés surréalistes qui n'auraient pas déplu à Prévert ! Comme toujours chez Mocky, l'outrance des situations et des seconds rôles savoureux rendent ses films bien plus fendants que tous les Zidi-Oury du monde.

☆ **Mardi 20 h 35 (TF 1)** Concert *Classic Aid*, une soirée musicale exceptionnelle, à enregistrer et à conserver si possible !

☆ **Jeudi 20 h 35 (FR 3)** *Alice ou la Dernière Fugue* de C. Chabrol, avec S. Kristel, J. Carmet, C. Vanel et A. Dussolier. Un Chabrol, même mineur, reste intéressant : celui-ci ne déroge pas à la règle. Il y a de grosses erreurs (dont Sylvia Kristel !) mais aussi un remarquable « climax » très bien rendu.

Michel Laszlo



La Bourse ou la Vie, de J.-P. Mocky.



Lorin Maazel, maître d'œuvre du concert « Classic Aid ».

TELE : ECOLE DU CRIME

Dans un communiqué aussi vengeur que martial, le Syndicat des lepenistes irréductibles de la police (le SLIP) vient de proposer quelques mesures de bon sens pour que les médias télévisés cessent enfin de faire le lit du terrorisme par un laxisme trop flagrant. Citons pêle-mêle dans leur communiqué de soixante-douze pages, la demande d'interdiction :
— de toutes les diffusions de films policiers où figurent des truands ;
— d'expressions comme « s'éclater » ou « faire la bombe » ;
— de poursuivre les programmes après 21 h, heure du couvre-feu ;
— de diffuser des Tom et Jerry, Bugs Bunny, Droopy ou autres Will Coyotte où l'on peut voir de sournoises souris terroristes dynamiter de paisibles animaux domestiques ;
— toutes les chansons de Plastic Bertrand ;
— tous les journalistes dont les noms ont des consonnances étrangères.

Vous croyez vraiment rêver ?

M. L.



SOMMAIRE

Numéro spécial
Quatre pages
sur le terrorisme

Dur, dur le budget
pages 3, 4, 5.

C'est à dire
page 6

Pour mobiliser, l'unité
page 7

Un mauvais vent
de sectarisme
page 8

Interview
de Jacques Pommatau
Page 9

A Ville-Evrard,
ils ont gagné
page 10

Antiracisme
objectif 6 décembre
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Les Palestiniens de l'intérieur
pages 14, 15

Est-Ouest
Accord à petits pas
page 16

SICOB, dernière défense
pages 17, 18, 19

Interview de Jean Giraud
page 20

Livraisons
page 21

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



Votre antidote

Au nom du « terrorisme », la presse est devenue le vecteur d'un consensus autour du gouvernement. Une voix trouble pourtant le concert : c'est celle de l'hebdomadaire que vous avez entre les mains.

L'hebdomadaire que vous tenez entre les mains n'est pas n'importe quel journal. On pourrait en citer de mieux faits, on pourrait sans problème en citer des pires. Surtout, ce qui différencie *Rouge* des autres organes de presse, c'est ce que vous y trouverez.

Les mêmes événements se produisent pour tous les journaux. Il y en a pourtant dont vous n'entendez pas parler ailleurs. Il y en a aussi dont vous entendez trop parler. La plupart des journaux paraissant actuellement fournissent la démonstration d'un touchant unanimité. Au nom de la menace terroriste, la presse devient l'arme, le creuset d'un consensus national au tour du gouvernement.

Rouge est alors quasiment la seule voix qui s'élève pour condamner sans réserve les attentats aveugles commis à Paris ces derniers jours mais qui ne prêche ni le retour à la peine de mort, ni le renforcement des pouvoirs policiers. Une voix qui a une mémoire, qui n'oublie pas les racines de la vague d'attentats, qui s'appellent implication dans les conflits du Proche-Orient et politique impérialiste de la France.

Le Pen espère voir essaimer ses idées à l'occasion de cette flambée terroriste. Contre lui, contre les discours des Pasqua et Chirac, contre la surenchère des hebdomadaires qui y vont chacun de leur recette pour « frapper », « anéantir » ou « écraser » le terrorisme, *Rouge* fait entendre un tout autre son de cloche. Sur cette question comme sur les

« Et si je m'abonnais ? »

De deux choses l'une : soit ce que vous venez de lire ci-contre vous aura convaincu — à moins que ce ne soit déjà le cas (il y a des lecteurs parfaits) — et vous avez déjà le stylo à la main pour vous (ré)abonner ; soit vous ne l'êtes pas.

N'ayez crainte, votre cas n'est pas désespéré ! Simple-ment l'information vous manquait : on peut s'abonner à *Rouge* ! Diverses formules existent qui vous permettent de recevoir *Rouge* seul ou bien couplé à notre revue mensuelle, *Critique communiste*.

S'abonner — *a fortiori* avec un abonnement de soutien —,

c'est donner un coup de main à *Rouge*. C'est nous permettre de consolider le redressement des ventes qui s'est opéré depuis le lancement de la nouvelle formule, d'augmenter sa diffusion. C'est nous permettre d'améliorer *Rouge* pour qu'il soit encore plus proche de ce que vous souhaitez. C'est surtout nous permettre sans tarder de combler un déficit qui peut rendre très vite impossible la sortie d'un hebdomadaire de cette qualité.

Si vous souhaitez que l'orchestre continue... passez la monnaie ! On vous promet que vous en aurez pour votre argent.

Rouge sera au premier rang du combat pour les libertés démocratiques, contre le racisme quel qu'il soit et d'où qu'il vienne. Et il continuera, comme par le passé, à parler de ce que sont votre vie et vos problèmes quotidiens : le chômage, la vie chère, l'injustice, etc.

Etes-vous maintenant convaincus que ce journal représente un outil indispensable ?

Ami lecteur, c'est toi qui permet à ce journal d'être ce qu'il est, à ses idées d'être défendues. Si tu veux que cette voix continue de se faire entendre, il n'y a pas de mystère il faut utiliser *Rouge*, le faire connaître.

Contrairement à une certaine pile électrique, *Rouge* ne s'use que si l'on s'en sert pas. Diffuser les idées qu'il défend, c'est la meilleure utilisation possible du journal. Personne ne le fera à votre place.

Plus que jamais *Rouge* reste un journal de combat. C'est le vôtre.

autres, *Rouge* entend informer, prendre parti, défendre et attaquer en partant d'un point de

vue qui n'est pas celui du Café du commerce mais qui est celui des exploités, des travailleurs.

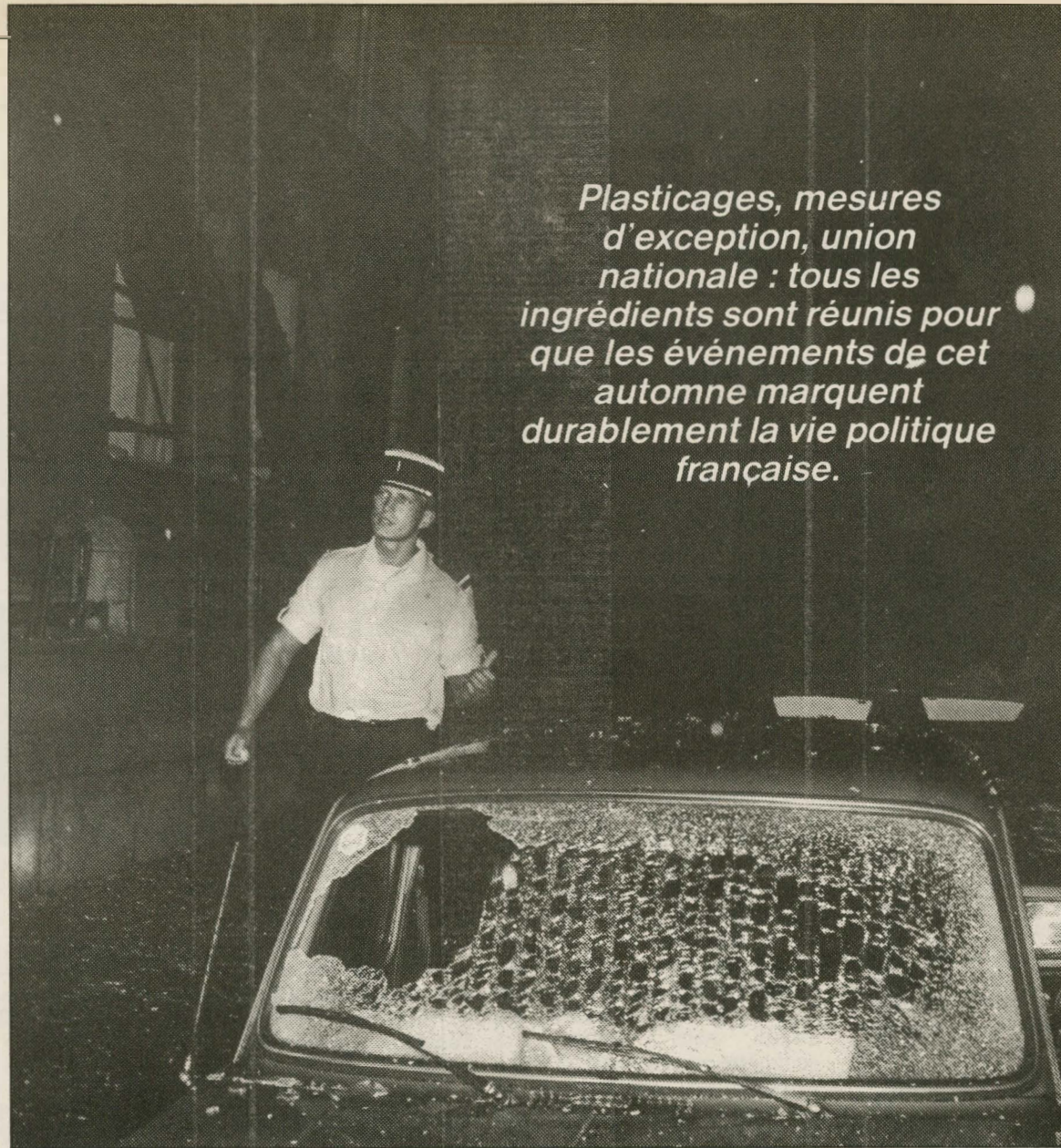
ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	France DOM-TOM	Etranger	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F		Adresse
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel). 1 an	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR (quinzomadaire). 1 an	250 F	250 F	
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)			Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	

Six attentats en treize jours, neufs morts et près de deux cents blessés : les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'Hexagone vient de connaître la plus prolongée et la plus méthodique des offensives terroristes qui se sont déroulées sur son sol ces dernières années. Avec une détermination aussi glaciale que meurtrière, les desperados du colis piégé agissent avec une maîtrise parfaite du bras-de-fer qui les oppose au gouvernement. Graduant la puissance de leurs engins, répondant systématiquement aux initiatives des autorités, maniant le symbole à la perfection, ils sont quasiment parvenus à mettre le pays en état de guerre.

Tel est le principal effet d'une stratégie qui évite soigneusement de « cibler » les attentats, mais qui vise toute une population délibérément prise en otage. Le choix des magasins Tati de la rue de Rennes est à cet égard particulièrement révélateur. Un mercredi, jour des enfants, à dix mètres de la FNAC-Montparnasse, en plein cœur d'un des quartiers les plus animés de Paris, les poseurs de bombes ont choisi de frapper le grand bazar de la fripe bon marché. Le message est clair : aucun de ceux qui vivent et travaillent en France ne peut s'estimer à l'abri de leur folie démoniaque. Les résultats s'avèrent à la mesure du projet.

Si nos assassins anonymes avaient vraiment voulu « déstabiliser » le régime, ainsi qu'une certaine presse leur en prête l'intention, force serait alors de constater leur échec. Au crescendo des explosions a en effet répondu le chœur sans fausse note des politiciens. Plus cohabitationniste que jamais, le chef de l'Etat a tenu à assurer le Premier ministre de son plein appui : « Dans la lutte contre le terrorisme, nous marchons la main dans la main. » Même Georges Marchais, sur le perron de Matignon, y est allé de son couplet : « Nous comprenons et approuvons toutes les initiatives prises pour mettre en échec les terroristes. » Chirac ne pouvait espérer plus bel hommage à sa politique, pourtant lourde de menaces pour les libertés individuelles.

Dans les sondages, la droite tire donc le bénéfice maximal de ce climat, refaisant une partie du handicap accumulé ces derniers mois, du fait d'une orientation ultra-réactionnaire. Les partisans de la peine de mort relèvent la tête et se voient relayés par de grands organes de presse comme *France-soir* ou le *Quotidien de Paris*. Tous les amalgames semblent permis, comme Martine Toulotte en fait à présent l'expérience. Dans les colonnes du *Figaro* ou du *Point*, une campagne aussi lâche que mensongère tend à la présenter comme l'une des « complices françaises » des ter-



Plasticages, mesures d'exception, union nationale : tous les ingrédients sont réunis pour que les événements de cet automne marquent durablement la vie politique française.

Le prix à payer

Vendredi 3 octobre
à 20 heures
Salle de l'Encouragement
4, place Saint-Germain-des-Prés (Paris VI^e)

DEBAT ORGANISE PAR « ROUGE » :
Le terrorisme et la politique sécuritaire

Avec Madeleine Rebérioux (historienne et dirigeante de la Ligue des droits de l'homme), Antoine Comte (avocat), Mohammed Harbi (ancien dirigeant du FLN algérien), Denis Langlois (avocat), Géraud de la Pradelle (juriste, ancien membre d'une commission d'enquête au Liban), Christian Picquet (directeur de Rouge, membre du bureau politique de la LCR).

(Entrée sur invitation à retirer auprès des militants ou à la librairie la Brèche)

roristes. Qu'importe aux plumeux de ces respectables journaux que notre camarade grenobloise ait été remise en liberté, le magistrat instructeur ayant pu constater sa bonne foi !

Un semblable climat ne peut évidemment que profiter à l'extrême droite. Fait des plus signi-

ficatifs, le Front national est aujourd'hui la seule des formations parlementaires à oser troubler l'union sacrée. Certes, sa manifestation du 22 septembre à Paris s'est révélée un échec. Mais que l'on ne s'y trompe pas. Quand la gauche renonce à combattre frontalement l'hysté-

rie, quand elle laisse dénoncer indistinctement un prétendu « terrorisme arabe », les nostalgiques de l'Ordre nouveau peuvent hurler ce qu'ils n'osaient hier que murmurer. Ainsi, lors du rassemblement du 22 septembre, lorsque Le Pen critiquait l'insuffisance des dispositions

répressives mises en œuvre par les gouvernants, ses seides traduisaient immédiatement sa pensée par un slogan des plus évocateurs : « La peine de mort pour les immigrés ! » Encore plus explicite, le syndicat des policiers d'extrême droite en vient même à dénoncer les institutions républicaines.

Le seul sujet de réconfort sera finalement venu, le jour de la démonstration lepéniste, de l'initiative de SOS-racisme. En dépit de ses ambiguïtés (voir page 11), elle aura au moins démontré que la jeunesse refuse la spirale du racisme et de la haine.

Reste que l'affrontement en cours peut s'avérer lourd de menaces pour les vainqueurs du 16 mars. Les derniers attentats traduisent la stupidité de leurs rodomontades sécuritaires. Pasqua n'est pas davantage parvenu à « terroriser les terroristes » qu'il n'impressionne les délinquants. Cette impuissance risque donc à tout moment de déplacer le terrain du débat et de mettre en évidence le cœur du problème aujourd'hui posé : la politique française au Moyen-Orient. D'ailleurs, successivement, l'assassinat de l'attaché militaire français à Beyrouth, et les déclarations du « guide spirituel » du Hezbollah, le « parti de Dieu » libanais, amorcent un débat sur cette question. Dans le *Quotidien de Paris* du 23 septembre, le Cheikh Fadlallah accuse : « Beaucoup estiment que la France se comporte comme si elle était l'exécutant de la politique américaine dans la région et qu'elle a perdu son indépendance en politique étrangère. C'est pourquoi elle paie la facture de la politique américaine. »

Faut-il voir dans cette menace la raison pour laquelle la police cherche à tout prix à accréditer l'idée que la famille de Georges Ibrahim Abdallah serait la seule responsable des derniers plasticages ? On éprouve pourtant bien des difficultés à croire les scénarios rocambolesques échafaudés pour démontrer qu'un frère du leader présumé des FARL pouvait être l'auteur de l'attentat de la rue de Rennes et se retrouver, moins de dix-neuf heures plus tard, dans son village natal de Koubeyat, dans les montagnes du Nord-Liban. Et ce, alors que des dizaines de témoignages libanais attestent que les frères Abdallah n'ont jamais quitté leur lieu de résidence.

Quoi qu'il advienne dans les prochains jours, quelles que soient les révélations de la police ou les initiatives internationales du gouvernement, tout paraît à présent réuni pour que les événements de cet automne marquent durablement la vie politique française.

C. P.